

Michel Schooyans

La prophétie de Paul VI
L'encyclique *Humanae vitae* (1968)

Paris
Éditions François-Xavier de Guibert
2008

Ouvrages de Michel Schooyans

Chrétienté en contestation : l'Amérique latine, Le Cerf, Paris, 1969.

Destin du Brésil. La technocratie militaire et son idéologie, Duculot, Gembloux, 1973.

La Provocation chinoise, Le Cerf, Paris, 1973. (Traduction italienne).

L'Avortement, problème politique, Université catholique de Louvain, Département de Science politique, 1^e éd. 1974 ; 2^e éd. revue et augmentée, 1981. (Traductions italienne et anglaise).

Demain, le Brésil ?, Le Cerf, Paris, 1977. (Traduction espagnole).

Droits de l'homme et technocratie, CLD, Chambray-lès-Tours, 1982.

Démocratie et libération chrétienne. Principes pour l'action politique, Lethielleux, Paris, 1986.

Maîtrise de la vie, domination des hommes, Lethielleux, Paris, 1986. (Traductions brésilienne et anglaise).

Théologie et libération. Questions disputées, Le Préambule, Longueuil, Québec, 1987.

L'enjeu politique de l'avortement, 2^e édition, l'OEIL, Paris, 1991. (Traductions espagnole, italienne, polonaise et brésilienne; traduction russe en préparation).

De « Rerum novarum » à « Centesimus annus », Conseil Pontifical Justice et Paix, Cité du Vatican, 1991. (Avec R. Aubert). (Traduction brésilienne).

Initiation à l'Enseignement social de l'Église, L'Emmanuel, Paris, 1992. (Traductions espagnole, slovaque, italienne, anglaise et chinoise).

Bioéthique et Population, Fayard, Paris, 1994. (Traductions espagnole, italienne, slovaque, anglaise, portugaise, allemande et chinoise).

La Dérive totalitaire du libéralisme, Ouvrage honoré d'une Lettre-préface de sa Sainteté le Pape Jean-Paul II, 2^e éd., Mame, Paris, 1995. (Traduction anglaise; traductions italienne, espagnole et portugaise en préparation).

Pour comprendre les évolutions démographiques, 2^e éd., Université de Paris-Sorbonne, APRD, Paris, 1995. (Traduction espagnole).

L'Évangile face au désordre mondial, Ouvrage honoré d'une Préface du Cardinal Joseph Ratzinger, 2^e éd., Fayard, Paris, 1998. (Traductions anglaise, espagnole et italienne).

- Le crash démographique*, Le Sarment-Fayard, Paris, 1999. (Traductions anglaise; traductions allemande, portugaise, espagnole et italienne en préparation).
- La face cachée de l'ONU*, Le Sarment-Fayard, Paris, 2000, 4^e impression, 2002. (Traductions anglaise USA, espagnole Mexique, polonaise, croate; traduction italienne en préparation).
- Chemin de Croix du Jubilé des familles*, Le Sarment-Fayard, Paris, 2001. (Traductions espagnole, italienne, polonaise; traduction portugaise en préparation).
- Euthanasie : Le dossier Binding et Hoche*, Paris, Éd. Le Sarment, 2002. (En collaboration avec Klaudia Schank).
- Pour relever les défis du monde moderne. L'Enseignement Social de l'Église*, Ouvrage honoré d'une Préface de René Rémond, de l'Académie française, Paris, Les Presses de la Renaissance, 2004.
- Le terrorisme à visage humain*, Paris, Éd. François-Xavier de Guibert, 2^{ème} éd., 2008. (En collaboration avec Anne-Marie Libert). (Traductions espagnole et italienne en préparation).
- Entretiens sur Les Idoles de la Modernité*, Paris, Éd. François-Xavier de Guibert, sous presse, 2008. (Traductions italienne et espagnole en préparation).

Première partie

Présentation de l'encyclique

Chapitre I

Les enjeux de l'encyclique

Le martyr du prophète

Dans le langage familier, le prophète est quelqu'un qui annonce des événements à venir et qui invite à s'y préparer. Pour la tradition biblique, le prophète est celui qui a reçu de Dieu la mission de parler en son nom. Appelé par Dieu, le prophète est envoyé pour annoncer les desseins de Dieu sur son peuple, pour avertir de l'imminence d'un châtiment, pour annoncer un temps de conversion et de bonheur, pour inviter à renouveler l'Alliance. Le prophète ne trafique pas le message dont il est porteur. Peut-être n'en perçoit-il pas toute la portée. Souvent il est mis en demeure de produire des signes authentifiant le message qu'il est chargé de proclamer. Il sera même tenté de renoncer à sa mission, mais il y est fidèle. Cette fidélité le fait souffrir ; il est témoin, « martyr » jusqu'au bout. Le regard du prophète porte toujours au loin ; il voit ce que le peuple ne voit pas, ou ne veut pas voir. Son lot est de ne pas être entendu par ceux auxquels il apporte le message ; son sort est d'être méprisé, chassé, ou mis à mort.

Paul VI s'inscrit dans la grande tradition prophétique du peuple élu. Comme tous les prophètes, il a lutté avec l'ange ; il a été médiatiquement lynché. Il a prié le Seigneur de l'éclairer (6b)¹ ; il l'a supplié ; il a attendu patiemment l'illumination de l'Esprit de Dieu. L'encyclique *Humanae vitae*, dont nous célébrons le quarantième anniversaire, a été portée dans la douleur et écrite à l'écoute de Dieu, alors qu'avant même sa publication la contestation prenait les devants. Car les opposants s'organisaient pour avoir une encyclique à l'arraché - *leur* encyclique.

Un beau tollé

1968. En France, la rue procède au meurtre du père ; l'université s'enflamme ; les grèves s'emploient à échauffer l'ambiance. Aux États-Unis,

¹ Dans le corps de notre texte, les chiffres entre parenthèses renvoient aux paragraphes de l'encyclique ; les lettres renvoient aux alinéas.

Martin Luther King est assassiné. Le printemps, c'est à Prague qu'il naît et que s'ébauche un socialisme à visage humain. En Belgique, les francophones sont expulsés de l'Université de Louvain et celle-ci est scindée. Dans le même temps, à Paris, on ressort des placards la révolution sexuelle de Wilhelm Reich et de Herbert Marcuse. Sartre, Simone de Beauvoir, Foucault, Cohn-Bendit et tant d'autres conjuguent leurs immenses talents pour marteler l'axiome elliptique de la nouvelle morale : « Il est interdit d'interdire ».

Les chrétiens se sentent particulièrement concernés, car aux yeux de beaucoup, la morale chrétienne serait un rabat-joie, un chapelet d'interdits, d'abord et surtout dans le domaine sexuel. Un an avant *Humanae vitae*, Paul VI avait déjà été critiqué pour l'encyclique *Sacerdotalis coelibatus* sur le célibat sacerdotal. Désormais, il s'agit de la position de l'Église face à la régulation des naissances. Une fois de plus, l'Église apparaît comme un « signe de contradiction » (18a). Sa position serait inapplicable et insoutenable ; le Pape se rend d'ailleurs compte de cette difficulté (16a-d ; 18a ; 20a). De nombreux articles publiés dès la fin des années 50 montrent l'ardeur avec laquelle des théologiens et des pasteurs veulent réformer (3a) la position de l'Église en matière de régulation des naissances et de population (2a ; 7a ; 23a-c).

Dès le début de son pontificat, le Bienheureux Jean XXIII (1881-1958-1963) avait constitué une commission chargée d'étudier ce dossier délicat en y incluant la question de la population. Dans le cadre du Concile Vatican II (1962-1965), ce même dossier donne lieu à des débats dans le cadre d'une commission conciliaire². Après la mort de Jean XXIII, Paul VI (1897-1963-1978) relance les travaux commencés par son prédécesseur ; il consulte bon nombre d'évêques (5b) ; il étudie personnellement et à fond ce dossier (6ab).

Au sein des commissions ainsi que parmi les experts, la mise en question de l'enseignement de l'Église sur la régulation des naissances prend de plus en plus d'ampleur. Cette mise en question s'exprime aussi avec beaucoup de force parmi les laïcs et dans le clergé ; elle est envisagée avec faveur par une fraction significative de l'épiscopat³. Paul VI est soumis à

² Voir à ce sujet Jan GROOTAERS et Jan JANS, *La régulation des naissances à Vatican II : une semaine de crise*, Leuven, Éd. Peeters, 2002.

³ Voir à ce sujet : Jean-Marie PAUPERT, *Contrôle des naissances et théologie. Le dossier de Rome*, Paris, Éd. du Seuil, 1967 ; Charles E. CURRAN, *Contraception : Authority and Dissent*, New York, Éd. Herder and Herder, 1969 ; Daniel CALLAHAN (éd.), *The Catholic Case for Contraception*, Londres, Éd. Macmillan, 1969 ; José DE BROUCKER, *Le dossier Suenens. Diagnostic d'une crise*, Paris, Éd. Universitaires, 1970. Outre des documents du cardinal lui-même, ce dernier ouvrage comporte des

d'intenses pressions ; il est pour ainsi dire mis en demeure de réformer l'enseignement de Pie XI dans son encyclique *Casti connubii* (1930). La majorité des experts font valoir des arguments, qu'ils estiment imparables, en vue d'un remaniement substantiel de la doctrine de Pie XI. Ils veulent, assurent-ils, une nouvelle prise de position pontificale accueillant la licéité morale du recours à la contraception, c'est-à-dire de la séparation des fins procréative et unitive de l'union conjugale (9a-e ; 12a). Paul VI est presque intimé de suivre l'avis de la majorité des commissions et de leurs experts.

Ces âpres discussions d'*Humanae vitae* nous font percevoir que la contestation dont elle est l'objet comporte un *premier enjeu*, qui est ecclésiologique : *Le Pape doit-il se ranger à l'avis de la majorité des conseillers dont il a sollicité l'avis ?* (5a). Le Pape doit-il prendre acte des clameurs qui lui parviennent des médias chrétiens au point de conformer l'enseignement magistériel à la conduite qu'ont adoptée bien des couples chrétiens ?

L'encyclique doit donc, assure-t-on, être déclarée recevable par tous ceux qu'elle concerne. Chaque individu pourra se référer, en ultime instance, à sa conscience, et apporter un assentiment proportionnel à ses convenances individuelles. Le *deuxième enjeu* de l'encyclique, c'est donc *les pressions en vue de faire prévaloir une morale relativiste, gradualiste*, une morale de l'intention fondamentale (3b ; 14d ; 30a).

Ce relativisme a des retentissements immédiats au niveau de la famille et du mariage (2a ; 4c ; 7a ; 8b ; 10a-d, 23a ; 25a-d). Nous en sommes ici au *troisième enjeu*. *La contraception est revendiquée au nom d'une conception néo-libérale de la liberté des individus* et de leur droit au plaisir. L'idée de fidélité à un engagement libre et éclairé est incompatible avec cette conception radicale de la liberté individuelle (9d ; 17d). Chacun peut choisir ses valeurs et en changer. Le mariage n'est guère qu'un contrat, le fruit d'un consensus toujours renégociable ou dénonçable. Ce qui compte, c'est le plaisir que les individus consentent à se donner (22a). L'union, c'est le plaisir ; l'enfant, c'est le risque qu'il faut savoir éviter.

Paul VI résiste cependant aux pressions multiples auxquelles il est soumis ; il prie, s'informe, écoute, mais il tarde à se prononcer. Le Pape prendra cinq ans pour arrêter sa position. Celle-ci est exposée dans l'encyclique *Humanae vitae*, publiée à Rome le 25 juillet 1968. Comme on le

textes de Karl Rahner, Hans Küng, Gustave Thils, etc. Citons encore Robert MCCLORY, *Rome et la contraception. Histoire secrète de l'encyclique Humanae vitae*, Paris, Éd. de l'Atelier, 1998.

sait, cette publication déclenche immédiatement un beau tollé dans une frange importante du monde chrétien.

Le machisme conquérant

On a prétendu que Paul VI ne comprenait pas grand-chose aux questions féminines (2b ; 13a). Il aurait été réticent face aux programmes de libération de la femme et de l'entrée de celle-ci dans les circuits d'emplois rémunérés. Or à y regarder attentivement, par ses prises de position, Paul VI a contribué à la *libération* de la femme ; il a mis en évidence le respect qu'il avait pour sa dignité, et en particulier pour le respect de son corps (17b). Tel est le *quatrième enjeu*. Le Pape Paul VI soulève en effet une question de fond dans les rapports hommes-femmes. Comment se fait-il que des pilules pour les hommes n'aient pas été commercialisées ? La réponse à cette question a quelque chose de tragique. En acceptant, et même plutôt en revendiquant le droit à la pilule et à la contraception, les femmes ont accepté ce que les hommes n'acceptaient pas, à savoir que leur fertilité soit remise en question. Depuis quelques années, la commercialisation tapageuse du Viagra exacerbe au contraire les phantasmes de la puissance masculine, et les performances dont elle est créditée illustrent d'autant plus la sujétion de la femme au machisme conquérant.

Aujourd'hui, dans les milieux féministes les moins suspects d'allégeance au Pape, nombreuses sont les militantes qui constatent que les contraceptifs sont nocifs pour elles, et qu'elles doivent payer le prix fort pour offrir aux hommes insouciants le plaisir qu'ils attendent de celles qui leur sont soumises. De là l'hostilité que l'on voit croître vis-à-vis des hommes chez certaines femmes qui prennent conscience de leur esclavage. Conscientisées, elles se demandent *si c'est ça* leur libération, ou si elles ne sont pas devenues objets de consommation sexuelle.

Dans la foulée, Paul VI mentionne d'ailleurs une autre forme menaçante d'esclavage. Le *cinquième enjeu* d'*Humanae vitae*, ce n'est pas seulement la régulation des naissances ; c'est aussi la question du *droit des pouvoirs publics à intervenir dans les questions de population* (2a ; 17c ; 23 ab).

De la collégialité à la solitude

Au lendemain de la publication d'*Humanae vitae*, Paul VI était vilipendé par beaucoup ; il était lâché par un grand nombre de ceux qui auraient eu les meilleures raisons de le soutenir. Le Pape s'est retrouvé isolé. C'est au même moment que, sur les barricades parisiennes, on procédait au meurtre d'un autre père. Parmi ceux qui auraient dû faire preuve de collégialité, il y en eut peu qui se révélèrent disposés à se battre pour *expliquer* l'encyclique (28a ; 29b ; 31a). En revanche, nombreuses furent les réactions et les « déclarations » d'une ambiguïté étudiée, plus soucieuses de plaire et de se dédouaner aux yeux de médias hostiles plutôt que de faire valoir le bien-fondé du document.⁴

Pourtant, matière à explication, il y en avait ! L'encyclique fait certes appel à la lumière de la Révélation (4a) ; c'est même sur ce socle qu'est bâti l'essentiel de l'argumentation pontificale. Le Pape rappelle à tous les époux que, dans leur réponse à l'appel universel à la sainteté, ils peuvent compter sur la miséricorde divine (19a ; 25d ; 29a).

Mais l'encyclique n'est pas l'expression d'une décision arbitraire de Paul VI. Comme le souligne le Pape lui-même, la position qui est exposée est fondée en raison, même si ce point n'est pas très développé (4ab). A la différence de certains théologiens, Paul VI n'oublie pas que, grâce à la lumière de sa raison, l'homme, même pécheur, peut accéder à des connaissances solides sur lui-même et sur le monde. Ceux qui ont reproché à Paul VI de se référer à la « loi naturelle » auraient dû se rendre compte que, ce faisant, ils attaquaient le principe fondateur raisonnable permettant à l'homme de comprendre la création et de se comprendre lui-même. Plus largement, cette dépréciation de la raison est incompréhensible de la part de critiques qui ne jurent que par le rationalisme.

Au cœur des tempêtes qui ont marqué l'année 1968, *Humanae vitae* apparaît ainsi comme le point d'inflexion décisif sur la question complexe de la bioéthique. Si Paul VI avait cédé sur la contraception, il aurait ouvert la porte à un naufrage en morale (10e). Il aurait désavoué la raison, capable en son juste usage de discerner le vrai du faux, le bien du mal⁵. Il aurait en

⁴ Voir le dossier très documenté du Dr Stéphane SEMINCKX, *La réception de l'encyclique « Humanae vitae » en Belgique. Étude de théologie morale*, Rome, Pontificia Universitas Sanctæ Crucis, Facultas Theologiæ, 2006.

⁵ Nous devons à Claude TRESMONTANT un petit ouvrage très éclairant sur *Le Bon et le Mauvais. Christianisme et politique*, Paris, Éd. François-Xavier de Guibert, 1996.

autre ouvert la porte à une crise ébranlant toute la théologie dogmatique : Création, Incarnation, Ecclésiologie.

En effet, l'enjeu suprême d'*Humanae vitae*, c'est la question la plus fondamentale : celle de l'autorité du Pape et de la référence à la Tradition. Il s'agissait, ni plus ni moins, de tenter de convaincre Paul VI de désavouer Pie XI, et de l'amener ainsi à saborder sa propre autorité et celle de ses successeurs. La collégialité, qui, dans l'esprit de Jean XXIII, devait renforcer l'unité autour de Pierre, est détournée de son sens. Selon la signification trafiquée que veulent lui donner les révisionnistes, la collégialité signifierait que le Pape devrait dorénavant entériner les décisions prises collégialement par les évêques, les experts, le peuple de Dieu.⁶ D'une certaine façon, on en appelle au Concile, contre le Pape. Le Pape devrait se ranger à la position de la majorité se dégageant d'une procédure consensuelle ; il serait ainsi vidé de l'autorité liée à sa primauté⁷.

Les lumières de la raison

Il est donc pénible de constater que, dans toutes les discussions qui ont précédé et suivi *Humanae vitae*, des théologiens et –qui sait ?– quelques pasteurs de haut rang sont devenus objectivement des agents d'aveuglement. Ils n'ont pas remarqué que ce n'est pas d'abord la foi qui justifie la position de Paul VI face à la contraception ; c'est la raison, qui se décline dans toutes les disciplines où elle fait briller sa lumière (17a ; 24a). Ce sont les sciences biomédicales qui nous disent que l'hormonisation n'est

⁶ Ces critiques, souvent délirantes, sont répercutées par des enquêtes sociologiques, dont, par définition, la méthodologie elle-même frappe d'interdit toute référence à la Révélation. Voir à ce sujet Danièle HERVIEU-LEGER, *Catholicisme, la fin d'un monde*, Paris, Éd. Bayard, 2003 ; cf. surtout les 213-265.

⁷ Le débat pour la révision a notamment été mené par le Cardinal Léon-Lionel SUENENS. Voir, de cet auteur, *La corresponsabilité dans l'Église d'aujourd'hui*, Paris, Desclée de Brouwer, 1968, ainsi que dans l'Interview « Le cardinal Suenens répond aux questions de José De Broucker. L'unité de l'Église dans la logique de Vatican II », dans les *Informations catholiques internationales*, Supplément au n° 336, du 15 mai 1969 ; ce supplément comporte XVI pages. Dans le sillage du cardinal Suenens, le cardinal Carlo-Maria MARTINI a développé quelques-unes de ses critiques dans un livre d'interviews accordé à Georg SPORSCHILL, et publié sous le titre *Jerusalem Nachtgespräche : Über das Risiko des Glaubens* <Conversations nocturnes à Jérusalem>, Fribourg, Éd. Herder, 2008. Cet ouvrage est présenté comme le testament spirituel de l'éminent prélat. Henri TINCQ a rendu compte de cet ouvrage sous le curieux titre « La leçon de "réforme" du cardinal Martini à son Église », dans *Le Monde* du 22 mai 2008. Ce titre comporte un « son » étrange.

pas bonne pour les femmes. C'est le droit qui nous dit qu'une loi qui autorise la mise à mort d'un innocent est une loi criminelle. Ce sont les juges qui, aux procès de Nuremberg (1946-1947), ont condamné l'euthanasie. Ce sont les psychologues qui vous diront qu'en cas d'échec de la contraception, la femme inclinera à se faire avorter ; ils ajouteront même que l'avortement pourra être source de troubles psychiques pour la femme. Ce sont les statistiques gouvernementales qui font apparaître que la banalisation de la contraception ne fait pas chuter le nombre d'avortements⁸. Outre les études scientifiques⁹, ce sont les magazines de consommateurs qui mettent en évidence que les préservatifs ne sont pas fiables. C'est le Professeur Luc Montagnier qui nous assure que la pilule est la grande cause de la diffusion du sida¹⁰. Ce sont les spécialistes de l'histoire de Rome qui tirent du passé des enseignements concernant les migrations contemporaines. C'est la démographie qui nous dit que si une société ne fait plus d'enfants, et si elle les tue, elle finit par disparaître. Ce sont les économistes qui nous expliquent que si les caisses de pensions et de chômage ne sont plus alimentées, elles finiront par être vides. *Il n'y a dans ces évidences pas l'once d'une vérité révélée.* Ce sont là des constats observables par n'importe qui. En bon théologien, Paul VI sait que la Création est la première Révélation. En bon humaniste, il sait que les limites à la liberté humaine sont inscrites dans la constitution corporelle de l'homme.

Convenons-en : l'Église est presque la seule instance mondiale à reconnaître les vérités que nous avons énumérées et à les proclamer, mais ce n'est pas pour autant que ces constats sont tirés des Saintes Écritures. Imputer à la Révélation des vérités découvertes par la raison, c'est céder à un fidéisme volontariste qui humilie la raison et empêche celle-ci de jouer son rôle propre dans l'acte de foi.

Malheur à ceux qui s'enlisent dans l'ignorance des réalités élémentaires et qui, pour dresser un pape contre un autre, refusent d'en revenir au sens commun !

⁸ Voir à ce sujet l'article de Nathalie BAJOS *et al.*, « Pourquoi le nombre d'avortements n'a-t-il pas baissé en France depuis 30 ans ? », publié dans *Population et sociétés*, n° 407, décembre 2004 ; cf. p. 2 : « Un paradoxe : la contraception a progressé, mais le nombre d'IVG n'a pas baissé. »

⁹ A ce sujet, il faut se reporter à l'article magistral du Dr Jacques SUAUDEAU, « Sexualité sans risques », dans le *Lexique des termes ambigus et controversés*, publié par le Conseil Pontifical de la Famille, Paris, Éd. Téqui, 2005 ; voir pp. 905-926.

¹⁰ Voir l'interview de Luc MONTAGNIER par Margarita RIVIERE, « El sida es hijo de la píldora anticonceptiva », parue dans *La Vanguardia* (Barcelone), le 3 décembre 1996, p. 76.

Un « sida de l'esprit »

Après quarante ans, ce que confirme *Humanae vitae*, c'est que la foi et la raison ne sont jamais vraiment en conflit. Avec son argumentation à dominante théologique, *Paul VI conforte par avance les conclusions ultérieures de la raison* ; c'est ce que nous illustrerons au chapitre II. Le malheur, c'est qu'on a beau expliquer aux chrétiens ce qui s'est passé, beaucoup restent indifférents ; beaucoup semblent sidérés, incapables de reconnaître les signes des temps¹¹. Ceux-ci sont cependant là, disponibles, évidents. C'est fort à propos qu'on a pu parler à ce sujet d'un « sida de l'esprit ». On sait que le sida bloque les réactions immunitaires de l'organisme. Mais il existe aussi un « sida » qui bloque, y compris chez les chrétiens, l'exercice de la raison vis-à-vis du vrai et du faux, du bien et du mal. Les réactions à *Humanae vitae* ont mis en lumière un *inintérêt* presque pathologique pour distinguer le vrai du faux. La raison ne peut être délaissée au profit de l'attribution de la primauté à une liberté déboussolée et vagabonde.

A vrai dire, cet *inintérêt* apparaissait dans les plaidoyers pour le changement qui ont précédé la célèbre encyclique. Ainsi, une plus grande curiosité aurait poussé les experts et autres commissionnaires à s'intéresser davantage aux nombreuses communications publiées bien avant 1960 par ceux-là mêmes qui menaient des recherches en vue de la mise au point de préparations contraceptives. En prenant connaissance de ces travaux, ceux qui talonnaient Paul VI auraient eu quelques surprises. Ils auraient constaté, par exemple, que G. Pincus, C. Clark, M. C. Shelesnyak – tous savants responsables de recherches sur la contraception – avaient été les premiers à s'interroger sur les effets abortifs de la pilule et sur son action nocive pour la femme¹².

¹¹ Cf. Mt 16, 4.

¹² Ce problème, et plusieurs autres touchés dans l'encyclique, sont étudiés en détail dans notre ouvrage, écrit en collaboration avec Anne-Marie LIBERT, *Le terrorisme à visage humain*, 2^{ème} édition, Paris, Éd. François-Xavier de Guibert, 2008.]

Une adhésion raisonnable

Au terme de cette réflexion, deux conclusions se dégagent. Tout d'abord, Paul VI s'est trouvé dans une situation comparable à celle de Jésus tenté au désert par le diable¹³, et si souvent défié par les pharisiens¹⁴. Comme Jésus, le Pape est mis à l'épreuve. « Son discours est trop dur. Qui peut continuer à l'entendre ? »¹⁵ On attend de lui qu'il accommode les aspérités de la Croix¹⁶, qu'il propose une morale confortable, à la carte, proportionnelle aux efforts que chacun consent à investir. Comme Jésus, cependant, le Pape ne se laisse pas *séduire*.

La seconde conclusion qui apparaît, c'est que l'adhésion à l'encyclique *Humanae vitae* est raisonnable (28a ; 29b). Elle affirme avec courage que l'éthique hédoniste n'est pas bonne pour l'homme. Grâce à ce texte, Paul VI a ouvert la voie à Jean-Paul II ; son approche est déjà *écologique*. Chez Paul VI apparaît déjà la promesse d'une théologie du corps (17b-d). Apparaît également une théologie de l'environnement. Surtout, Paul VI met déjà en œuvre une exégèse et une théologie qui mettent fortement en valeur l'apport de la raison dans l'étude des questions morales (4a).

Jean-Paul II reviendra souvent sur ces questions. On sait qu'il leur a consacré d'importants développements dans l'encyclique *Fides et ratio* (1998), en particulier dans les quatre premiers chapitres (n° 1-48), dans l'encyclique *Veritatis splendor* (1993), spécialement au chapitre II (n° 28-83), ainsi que dans l'encyclique *Evangelium vitae* (1995). On rappellera aussi l'importante Communication de l'Église catholique à la Conférence du CIOMS, *Pour une claire éthique de la planification familiale* ¹⁷.

On peut à présent espérer que, dans la ligne de ces documents prestigieux, les plus hautes autorités de l'Église ne tarderont pas à nous éclairer sur les nouveaux défis qui interpellent la raison et la foi et qui ont pour noms, par exemple : « nouveaux modèles de famille », homosexualité, reproduction assistée, bébés éprouvettes, manipulations génétiques, cellules souches, disponibilité du corps, transplantations, mort cérébrale, sans oublier la production d'hybrides.

¹³ Cf. par exemple Mt 4, 1-11 ; 26, 39.

¹⁴ Cf. par exemple Mc 8, 11-13.

¹⁵ Cf. Jn 6, 60.

¹⁶ Cf. 1 Co 1, 17.

¹⁷ Cette XXII^e Conférence du Conseil des Organisations Internationales des Sciences Médicales s'est tenue à Bangkok du 19 au 24 juin 1988. Le texte de la Communication se trouve dans la *Documentation catholique*, n° 1968, 4-18 septembre 1988, pp. 870-877.

Chapitre II

L'encyclique illustrée par les faits : Le suicide démographique de l'Europe

Présentation

Ce chapitre propose une illustration concrète de la vision prophétique de Paul VI, analysée au chapitre précédent. On sait combien *Humanae vitae* a été mal accueillie et combien elle a été peu suivie, notamment dans les milieux chrétiens. Comme on le constatera, la banalisation de la contraception et de l'avortement ne sont certes *pas les causes uniques* du vieillissement de la population en Europe. Mais, joints à d'autres causes, les effets objectifs, *directs ou indirects*, de cette banalisation ont de quoi faire frémir. Contrastant avec la clairvoyance de Paul VI, nous allons donc voir les méfaits de l'inintérêt et de la désinformation dans le domaine de la population.

Ici comme ailleurs, la « correction politique » a impérativement besoin d'une assise idéologique. Le réel est fréquemment prié de se conformer à ce que la vulgate idéologique malthusienne et néo-malthusienne voudrait qu'il soit. Des pans entiers du réel sont ainsi occultés. Dans ce chapitre illustratif, au discours idéologique politiquement correct sur la population, nous allons opposer quelques données scientifiques essentielles concernant l'avenir de la communauté humaine. En d'autres mots, à la désinformation, nous allons contreposer l'information, le retour aux faits. Nous réserverons une attention spéciale à ce que divers auteurs, relayés par Jean-Paul II, ont appelé le « suicide démographique de l'Europe ».

De la chute de la fécondité au vieillissement

1. Il est difficile de traiter du vieillissement sans dire d'abord un mot de la fécondité. En termes très simples, l'indice de fécondité, auquel nous allons nous référer, énonce le nombre moyen d'enfants par femme en âge de reproduction. Plus précisément, la fécondité se mesure par *l'indice synthétique de fécondité* (ISF). Celui-ci exprime le nombre moyen d'enfants

qu'une femme devrait avoir au cours de sa vie féconde (c'est-à-dire de 15 à 49 ans) si les taux partiels de fécondité actuellement observés devaient rester constants pendant toute cette période.

2. Dans les pays jouissant des meilleures conditions sanitaires et autres, pour qu'une population se renouvelle, chaque femme devrait avoir 2,1 enfants. Or à l'échelle mondiale, on observe une *chute généralisée de la fécondité*. Des 207 pays répertoriés en 2007 par Jacques Dupâquier, 80 ont un ISF égal ou inférieur à 2,1¹. Cette chute est particulièrement marquée en Europe, où la fécondité est à hauteur de 1,5. En France, l'ISF est de 2,0, grâce surtout l'immigration ; en Belgique de 1,7 ; en Italie et en Espagne, de 1,4 ; en Allemagne, de 1,3. Par contraste, notons qu'il est de 2,2 en Turquie.

3. Cette chute de la fécondité se répercute sur *l'effectif de la population*. Selon la *2007 World Population Data Sheet* publiée par le Population Reference Bureau (Washington DC), en 2007, l'Europe comportait 733 millions d'habitants ; en 2050 elle en comportera 669. Dans la même période, l'Allemagne passera de 82,3 millions à 71,4 ; la Russie, de 141,7 à 109,4 ; l'Italie, de 59,3 millions à 55,9. Par contraste, la Turquie passera de 74,0 millions à 88,7 millions.

4. Les cris d'alarme se multiplient concernant les questions que Gérard-François Dumont a appelées « l'hiver démographique ». Ils émanent de démographes qui font autorité au plan international, tels que Gary Becker, Gérard-François Dumont, déjà cité, Jacques Dupâquier, Yves-Marie Laulan, Jean-Didier Lecaillon, pour ne citer que ceux-là. Les pouvoirs publics européens, eux aussi, se préoccupent des tendances démographiques du vieux continent.²

¹ Voir le dossier annuel publié par Jacques DUPAQUIER dans l'excellente revue d'information démographique, *Population et Avenir* (Paris), n° 685, novembre-décembre 2007, pp. 18-23. Le dossier a pour titre « La population des continents et des États en 2007 ». Voir aussi l'article du même spécialiste « Démographie. Des bouleversements au détriment de l'Occident », dans *Le Monde* du 7 février 2002 ; texte complet disponible sur

<<http://www.asmp.fr/travaux/communications/2002/dupaquier.htm>>

² Voir entre autres le dossier sur l'avenir démographique de l'Europe, sur <<http://www.europarl.europa.eu>> préparé par le Parlement européen et daté de février 2008. Cf. également le *Livre vert* publié par la Commission européenne, Direction Emploi et Affaires sociales, *Face aux changements démographiques, une nouvelle solidarité entre générations*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 2005. On se reportera aussi à la Communication de la Commission des Communautés Européennes, *Promouvoir la solidarité entre les générations*, COM(2007) 244 final, Bruxelles, 10.5.2007. Le Bureau Fédéral du Plan (Bruxelles), <<http://www.plan.be>>, a publié son Working Paper 05-08, intitulé *Accumuler des surplus budgétaires pour faire face au vieillissement démographique en Belgique : réalités et perspectives*.

Les causes de cette chute

Nous nous bornerons à une énumération sommaire, car ces causes sont généralement faciles à saisir.

1. Le *mariage est retardé*. Selon le rapport sur *The Evolution of the Family in Europe 2008*, publié par l'Institute for Family Policy European Network³, dans l'Union Européenne, l'âge moyen au mariage serait de 31 ans pour les hommes et de 29 ans pour les femmes. Une étude publiée en 2008 par l'Institut National de Statistiques (Bruxelles) précise qu'en Belgique les hommes se marient à 35 ans, les femmes à 32. Selon le rapport cité, dans l'Union Européenne, l'âge moyen de la première maternité augmente : les couples retardent l'âge où ils vont avoir leur premier enfant. Les gens se marient moins qu'avant : en 2006 il y a eu 733.000 de moins qu'en 1980. Toujours selon le même rapport, entre 1980 et 2006, il y a eu plus de 10 millions de *divorces*, affectant plus de 15 millions d'enfants. Rien qu'en 2006, il y a eu plus d'un million de divorces, soit 365.000 de plus qu'en 1980.

2. Beaucoup de femmes optent pour un *travail rémunéré*. L'éducation des filles s'améliore et elles sont entraînées dans le système de production économique ou les services.

3. La perception des enfants a changé : ils sont souvent perçus comme un « droit », voire une propriété, l'*objet* d'un choix parmi d'autres « biens ».

4. Le passage du *style de vie* de la campagne à la ville accentue l'individualisme.

5. Les *pressions eugéniques* se manifestent à l'occasion de l'amniocentèse et/ou de la sélection du sexe.

6. Les législations sont généralement *défavorables* à la famille. L'aide familiale est souvent confondue avec l'aide sociale.

7. La *télévision* contribue fortement à détruire les valeurs familiales.

8. Les *politiques de crédit* favorisent l'*endettement* en vue de la consommation, et l'enfant est perçu comme un obstacle à celle-ci.

³ Le texte français de ce rapport, dirigé par Mariano MARTINEZ-AEDO, se trouve sur <<http://www.ipfe.org/>> et s'intitule *Évolution de la famille en Europe 2008*. L'Institut (multilingue) de Politique Familiale est basé à Madrid.

9. Le *prix des logements* dissuade les jeunes d'habiter dans les villes. Ils n'ont plus les moyens d'y vivre, d'autant que cette cherté se conjugue aux pertes d'emplois⁴.

10. Les *techniques antinatalistes* : contraception, avortement, infanticide, stérilisation⁵, etc. Selon le Population Reference Bureau (2007)⁶, déjà cité, en Europe, 68 % des femmes mariées en âge de vie reproductive utiliseraient une méthode de *contraception*. En France et en Allemagne : 75 % ; en Belgique : 79 % ; en Angleterre : 84% ; en Italie 60 %, en Espagne 56 % , ces deux dernières données s'accordant mal avec les indices de fécondité cités plus haut.

11. Par ailleurs, « Le nombre total d'avortements dans le monde a été estimé à 43 millions en 2003. [...] Il y a globalement 31 avortements pour 100 naissances. »⁷ Quelques cas particuliers: en l'*Allemagne*, on a enregistré environ 120.000 avortements en 2006 ⁸. Dans le même pays, on avance le nombre de plus de 4 millions d'avortements depuis la légalisation de cette pratique (1993). Toujours en Allemagne, une étude de Christian Pfeiffer, chef de l'institut de criminologie de l'université de Hanovre, a mis en lumière des cas d'infanticides ; on en compterait trois par semaine ⁹. Pour l'*Angleterre et le Pays de Galles*, on mentionne 185.000 avortements en 2004. En *Belgique*, le nombre d'avortements recensés était de 10.380 en 1993 ; il a crû presque chaque année et était de 15.595 en 2003 ¹⁰. En *Espagne*, selon les données du Ministère de la Santé (2008), le nombre d'avortements s'élevait à 101.592 en 2006 ; ce nombre annuel a pratiquement doublé depuis 1997¹¹. En

⁴ C'est ce que fait remarquer Éric LE BOUCHER, dans *Le Monde* du 4 février 2008.

⁵ Voir à ce sujet « Stérilisation : point de l'Association Française pour la Contraception », accessible sur

<<http://www.contraceptions.org/sterilisa/sterilisa.htm>>, ainsi que le blog de Quality of Life <<http://bioethique.over-blog.net/>>.

⁶ Source : < <http://www.prb.org/>>.

⁷ Source : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Interruption_volontaire_de_grossesse>, qui renvoie à G. SEDGH, S. HENSLAW, S. SING, E. AHMAN, IH. SHAH, « Induced abortion estimated rates and trends worldwide », dans le *Lancet*, 370, 2007, pp. 1338-1345.

⁸ Selon le Statistisches Bundesamt Deutschland, Press release N° 108/2007-03-14, accessible via <www.destatis.de>.

⁹ Voir l'article de Nathalie VERSIEUX, « Infanticides : le nouveau clivage Est-Ouest », dans *Libération* du 23 avril 2008

<<http://www.liberation.fr/actualite/monde/322713.FR.php>> ou l'article en allemand sur <<http://www.sueddeutsche.de/deutschland/artikel/886/160449/>>.

¹⁰ D'après les données de la Nationale Evaluatiecommissie betreffende de zwangerschapsafbreking, publiés en août 2007 par Sensoa (Antwerpen), accessible via <www.sensoa.be>

¹¹ Cf.

<<http://www.elmundo.es/elmundosalud/2008/01/03/mujer/1199391103.html>>

France, les données publiées en 2007 par l'INED font état de 206.300 avortements ; il y aurait 26,6 avortements pour 100 naissances¹². Les données provisoires pour 2007 publiées en *Italie* par le Ministère de la Santé (en 2008) font état de 127.038 avortements, en légère décroissance par rapport aux années antérieures¹³.

Remarquons encore que les avortements concernent de plus en plus des adolescentes, et des adolescentes de plus en plus jeunes. On observe aussi que des femmes se font avorter plusieurs fois. Rappelons encore que le nombre d'avortement médicamenteux est difficilement comptabilisable.

Conséquences de la chute de la fécondité

1. Le vieillissement de la population, c'est-à-dire l'augmentation du *nombre* et de la *proportion* des personnes âgées. En 1980, l'âge moyen en Belgique était de 37 ans ; il est actuellement de 40 ans, et la Flandre prospère y vieillit plus rapidement. Le vieillissement présente deux facettes :

- a. D'une part, le *vieillissement par le haut* de la pyramide des âges, qui résulte de l'augmentation de l'espérance de vie, elle-même due à l'amélioration générale des conditions de vie et aux progrès de la médecine ;
- b. D'autre part, le *vieillissement par le bas*, qui résulte du déficit des naissances, lui-même dû à la chute de la fécondité.

2. Le vieillissement se reflète également dans l'*âge médian* d'une population. L'âge médian est celui qui divise une population en deux parties égales : ceux qui ont plus que tant d'années et ceux qui ont moins que tant d'années. L'âge médian de l'Europe est actuellement de 39 ans. On prévoit qu'en 2050 il sera de 54 ans. Quel y sera alors le nombre de femmes en âge de fécondité et quel sera leur niveau de fécondité ? Notons que l'âge médian du Brésil est actuellement de 26 ans ; celui du Yémen, de 18 ans.

¹² Il s'agit de la Statistique annuelle d'établissements, qui ne reprend que les IVG. On trouve ces données sur
<http://www.ined.fr/fr/pop_chiffres/France/avortements_contraception/avortements>

¹³ Cette *Relazione del Ministro della Salute sulla attuazione della legge contenente norme per la tutela sociale della maternità e per l'interruzione volontaria di gravidanza (Legge 194/78)* a été préparée par Livia TURCO, Ministre de la Santé, et se trouve sur
<http://www.ministerosalute.it/imgs/C_17_pubblicazioni_804_allegato.pdf> (21 avril 2008).

3. Le vieillissement entraîne l'augmentation du *taux de dépendance*, c'est-à-dire du rapport entre les actifs (ceux qui ont de 15 à 64 ans) et les dépendants. Ceux-ci sont de deux sortes, jeunes ou vieux : ils ont soit de 0 à 14 ans, soit de 65 ans ou plus.

- a. L'exemple de l'*Allemagne* en 2007 est significatif : sur 100 habitants, 14 ont moins de 15 ans et 19 ont 65 ans ou plus ;
- b. Pour la *France*, sur 100 habitants, 18 ont moins de 15 ans et 16 ont 65 ans ou plus.
- c. Pour l'*Italie* sur 100 habitants, 14 ont moins de 15 ans et 20 ont 65 ans ou plus.
- d. Pour l'*Espagne*, sur 100 habitants, 14 ont moins de 15 ans et 17 ont 65 ou plus.

4. Le vieillissement entraîne la *dépopulation* : 19 pays d'Europe se dépeuplent. L'Allemagne perd chaque année plus de 140.000 habitants. La Russie : plus de six cent milles habitants ; le Président Vladimir Putin s'en est alarmé en mai 2006. D'où l'aggravation de problèmes géopolitiques avec la pression de l'Inde et celle de la Chine.

5. Pour alléger le poids exercé par les vieillards dépendants, on organisera le *renchérissement* des médicaments ainsi que la *pénurie* des soins médicaux. Commentant cette tendance en une note manuscrite, le Dr Hervé Carter (Paris) indique que cette pénurie se fera en particulier par l'instauration du *numerus clausus* dans les facultés de médecine.

6. L'augmentation du nombre et de la proportion des personnes âgées dépendantes fera, et fait déjà envisager l'*euthanasie* comme « solution finale » pour remédier aux déficits chroniques des mutuelles. La pression sera d'autant plus grave, note encore opportunément le Dr Carter, que les vieillards dépendants non seulement vivent plus vieux, mais qu'ils demandent, de leur famille et de la société, des soins de plus en plus lourds et coûteux dans les ultimes années de leur vie. On essaye de leur faire admettre qu'ils sont de trop, et ils sont poussés à désirer mourir. En Belgique, pour l'année 2007, on a enregistré officiellement 495 cas d'euthanasie, mais le nombre réel doit être sensiblement plus élevé.

7. On peut prévoir l'*implosion du système de sécurité sociale* : caisses de chômage, pensions de vieillesse, prépensions, etc. Les décisions indispensables à ce sujet sont sans cesse reportées pour de motifs électoraux. Par ailleurs, si l'espérance de vie a augmenté considérablement depuis le milieu des années 50, l'âge légal des retraites, lui, n'a pour ainsi dire pas été retardé. Aujourd'hui, un retraité de 60 ans a encore une

espérance de vie d'une vingtaine d'années. Les cotisations des actifs ne suffiront bientôt plus à assurer le niveau actuel des retraites. On continue cependant à ne pas mettre en question des avantages « intouchables » mais qui ont cessé de se justifier ; c'est parfois le cas de certaines professions, jadis dangereuses ou insalubres. Prolonger le nombre d'années d'activité et de cotisations sociales est perçu comme impopulaire et considéré comme un tabou menaçant pour les « droits acquis ».

8. Le vieillissement entraîne le *collapsus du système éducatif*. Le jeune public scolaire est généralement perçu comme électoralement peu intéressant. Les enfants sont perçus comme des dépendants qui obèrent le budget des couples et de la société. Or ils représentent un investissement à long terme. Le *capital humain*, la matière grise doivent être formés, à défaut de quoi les jeunes deviendront effectivement un poids et sombreront dans la marginalité et la délinquance. D'où la nécessité de valoriser, outre les parents, les enseignants et les éducateurs.

9. Désintérêt dramatique pour la *recherche scientifique* et pour la généralisation d'un enseignement de qualité. Le rapport Schleicher¹⁴ (2006) a mis en évidence le délabrement du système éducatif en France, en Allemagne et en Italie. En outre, l'économiste Gary Becker a montré que l'innovation exigeait un effort initial considérable et des investissements énormes, tant en personnel qu'en capital financier et physique¹⁵. Tous ces efforts n'en valent la peine, commente-t-il, que si la demande de nouveaux produits est élevée. Or cette demande dépend entre autres du nombre, et de la distribution par âge, des personnes qui peuvent bénéficier de ces nouveaux produits.

10. *Perte de la mémoire* dans de multiples secteurs : culture, arts, techniques, toutes les disciplines scientifiques, religion, valeurs, etc. Des savoirs et des savoir-faire, des traditions artistiques ne se communiqueront ni ne se développeront plus faute de *relais intergénérationnels*. Le désintérêt pour l'histoire, comme discipline scientifique, accélèrera cette perte de mémoire.

11. *Chômage* : usines surdimensionnées suite à la contraction du marché. Cette situation est encore aggravée par l'augmentation de la

¹⁴ Ce texte a été publié par le Lisbon Council le 28 février 2006 sous le titre *The Economics of Knowledge. Why Education is Key to Europe's Success*. Divulgué sous différentes formes, ce rapport peut être téléchargé sur <<http://www.lisboncouncil.net/>>.

¹⁵ Prix Nobel d'Économie (1992), Gary S. BECKER est l'auteur de *A Treatise on the Family*, Cambridge MA, Harvard University Press, 1994.

productivité et les délocalisations. Que des firmes européennes transfèrent vers des pays émergents certaines de leurs activités informatiques particulièrement sensibles, voilà qui est sans doute aussi motif de perplexité...

12. Perte du dynamisme ; *refus de l'innovation* et du risque. Des études récentes ont révélé récemment cette attitude en Allemagne et en Belgique.

13. *Pressions migratoires* : accentuée par le poids démographique des pays à fécondité relativement élevée ; perméabilité des frontières, mais en même temps nécessité d'importer de la main d'œuvre. A l'horizon de 2030, on prévoit que 30% de la population de l'Allemagne sera d'origine étrangère. A l'horizon de 2050, quelque 50% de la population de Francfort et de celle de Munich sera d'origine étrangère.

14. Déséquilibres entre les *structures par âge* des différents pays. Comparer les cas de la Turquie avec celui de la majorité des pays européens. Tensions prévisibles, pour cette même raison, entre les pays de l'Union Européenne. Ces tensions seront encore accentuées par une alliance éventuelle entre la Turquie peuplée et la Russie, pour encercler l'Europe.

15. Affirmation et visibilité affaiblies de la *souveraineté*, où la composante démographique intervient. La Chine et le Chili sont certes des nations souveraines, mais leur souveraineté doit être analysée compte tenu de l'effectif de leur population. En 1998, Pinochet est arrêté à Londres au moment où Li Peng, premier ministre de Chine, est reçu par Sa Gracieuse Majesté avec toute la pompe impériale.

16. *Défense nationale* débilitee. L'ennemi potentiel qui menace la souveraineté est extérieur à la nation. Il est ce qu'il est, indépendamment de l'effectif démographique de la nation et de l'âge médian de sa population.

17. Place de l'Europe dans le monde : en 1950, 22 % de la population mondiale ; en 2000, 12 % ; en 2050, 7 %. Cette évolution ne sera pas sans conséquences négatives pour les pays en développement.

18. L'Europe se trouve dans une situation comparable à celle de Rome en son déclin¹⁶. En conséquence du déficit démographique de l'Empire, dû en particulier à la pratique de l'avortement, de l'infanticide et de l'euthanasie, ni les légionnaires ni les fonctionnaires n'étaient plus Romains mais « barbares », ou « germains ». A ceux-ci, Rome donnait assez facilement le statut de citoyens romains. Ces naturalisations par décret bureaucratique se multiplient aujourd'hui chez nous, car il faut pallier au déficit

¹⁶ Voir à ce sujet l'ouvrage de Mark STEYN, *America alone*, New York, Regnery, 2006.

démographique des nationaux. Ces mêmes naturalisations sont créditées abusivement d'un effet intégrateur automatique.

19. Ces naturalisations entraînent les nations européennes, frappées de précarité démographique, à gommer leur identité culturelle et leurs racines religieuses. Et, comme cela se produisit à Rome, ces naturalisés par décret ont une fécondité plus élevée que les nationaux de souche. Ces immigrants acquièrent bientôt un poids croissant dans les affaires de l'État d'accueil, où ils vieillissent et où ils adoptent peu à peu des comportements de fécondité réduite. Finalement, les nationaux autochtones deviennent prisonniers de ceux qui *occupent* leur nation, ou qui *occupent* des emplois nationaux imprudemment délocalisés vers les pays émergents, en conséquence de la faiblesse démographique de leur nation.

20. Les *désinformateurs* considèrent comme politiquement incorrect que l'on s'interroge sur les *causes profondes* des troubles qu'il arrive à ces immigrants de provoquer. Cependant, dans tous les cas que nous avons évoqués, *la cause ultime des difficultés et des troubles est à chercher dans le comportement des nationaux vis-à-vis de la vie*, et non chez des boucs émissaires venus de l'étranger.

*

* *

En conclusion, le rejet de l'encyclique de Paul VI a eu des conséquences directes et indirectes sur la population européenne. Ces conséquences sont importantes, observables et souvent mesurables. Il apparaît que c'est dans les pays européens de tradition chrétienne qu'*Humanae vitae* a été contestée le plus vivement. C'est aussi dans ces pays que le « crash démographique » est le plus marqué¹⁷.

¹⁷ Cf. notre ouvrage *Le crash démographique. De la fatalité à l'espérance*, Paris, Éd. Le Sarmant-Fayard, 1999.

Chapitre III

Que pouvons-nous faire ?

1. *Nous informer, former et prendre conscience de la gravité de la situation.* Expliquer, par exemple, que la grande cause de la croissance démographique, ce n'est pas l'augmentation de la fécondité, laquelle est en baisse partout, mais l'augmentation de l'espérance de vie. Analyser ce que font les gouvernements, les organisations internationales publiques, les ONG, etc.

2. Des initiatives simples peuvent avoir des effets déterminants dans le changement favorable des mentalités face à la vie et à la famille. Parmi ces initiatives, citons par exemple :

- a. L'appel lancé le 20 décembre 2007 par Giuliano Ferrara en faveur d'un *moratoire pour l'avortement*.¹ Si un moratoire est adopté concernant la peine de mort, cela signifie que l'on suspend l'application de cette peine pour se donner un temps de réflexion. Ce moratoire est favorable à des gens reconnus coupables et condamnés au terme d'un procès en bonne et due forme. A plus forte raison, un moratoire analogue devrait être adopté pour suspendre l'effet des lois autorisant l'avortement, c'est-à-dire l'exécution capitale d'êtres humains innocents et sans défense.
- b. Au moment où, en Italie et ailleurs, était divulgué le moratoire de Giuliano Ferrara, on prenait connaissance, en France, d'un *arrêt de la Cour de Cassation*, daté du 6 février 2008, décidant que l'enfant né sans vie, quels que soient son âge ou son poids, peut être déclaré à l'état civil. Alain Legoux, avocat général, a aussitôt relevé que cet arrêt ferait jurisprudence². Cet arrêt ouvre la voie à une reconnaissance juridique des enfants morts *in utero*.

¹ Source : <http://www.la7.it/blog/post_dettaglio.asp?idblog=GIULIANO_FERRARA_-_Gli_editoriali_11&id=1521>

² Cf. Anne CHEMIN, « La Cour de cassation élargit la notion d'"enfant sans vie" », dans *Le Monde* (Paris) du 9 février 2008.

- c. Aux USA, dans le village de Peyton, Colorado, Kristi Burton s'est engagée dès l'âge de 13 ans dans la lutte contre l'avortement. Elle a actuellement 20 ans ; elle est baptiste pratiquante ; elle est étudiante en droit. Elle a fondé en 2007 une association « Colorado for Equal Rights » [Colorado pour l'égalité des droits]³. Elle veut obtenir par referendum un *amendement* à la Constitution de son État. Cet amendement porte simplement « The term "Person" or "Persons" shall include any human from the time of fertilization. » [Le terme personne ou personnes doit inclure tout être humain à partir du moment de la fécondation]. Les signatures nécessaires demandant le referendum ont été validées et le referendum en question est prévu pour le 4 novembre 2008. Signalons qu'une proposition analogue a été présentée dans l'État de Montana.⁴
- d. Deux conclusions se dégagent des exemples que nous venons de citer. La première, c'est que le moratoire de Giuliano Ferrara, l'arrêt d'Alain Legoux et l'amendement de Kristi Burton s'inscrivent dans la ligne de la doctrine exposée par Jean-Paul II au § 73 de l'encyclique *Evangelium vitae* (1995). Les trois initiatives signalent un important progrès dans la volonté de protéger le droit à la vie. La seconde conclusion, c'est qu'une simple petite phrase, si elle est bien relayée dans la mentalité générale, peut avoir un impact formidable. C'est le cas, par exemple, de cette phrase : « La personne humaine commence à la conception. »

3. Un apport de quelque cinquante millions *d'immigrés* en Europe serait considéré par certains comme incontournable. Encore faut-il les trouver, leur donner du travail ; il faudrait qu'ils aient les qualifications nécessaires. Il faudrait aussi qu'ils s'intègrent, qu'ils alimentent, au juste niveau, les cotisations sociales ; qu'ils contribuent au financement des pensions et qu'ils investissent leurs économies dans la nation d'accueil.

4. Éviter les *pièges du vocabulaire* : santé reproductive, genre, maternité sans risque, famille, mariage, etc. Le langage piégé est en effet un des principaux ressorts de toute désinformation.

³ Adresse postale : P.O. Box 298, Peyton CO 80831.

⁴ Source : <<http://coloradoforequalrights.com/>>, article *on vimeo*, daté du 29 mai 2008 et intitulé « Human Life Amendment Signatures Certified - Historic Amendment Officially on November's Ballot ».

5. Démasquer l'installation progressive, à l'échelle mondiale, d'un *système de droit purement positif* s'inspirant de Kelsen (1881-1973). Ce système désactive peu à peu les institutions juridiques des nations souveraines et rend vaine toute référence aux droits inaliénables de tout homme. Comme le fait remarquer Tocqueville, dans les démocraties occidentales, le citoyen est un individu, non une personne. « Le père n'est, aux yeux de la loi, qu'un citoyen plus âgé et plus riche que ses fils. »⁵. Il s'ensuit que le droit positif conduit facilement à la mise en question de l'institution naturelle de la famille. D'une façon générale, l'influence du climat néo-libéral tend à éroder les solidarités naturelles.

6. *Répondre aux aspirations de la plupart des jeunes*. Des études récentes réalisées en Europe montrent que les jeunes couples souhaitent avoir 2,6 enfants ou plus. Or la fécondité effectivement observée est de l'ordre de 1,5 enfant. Beaucoup peut être fait pour combler cet écart.

7. *Développer l'aide aux étudiants* qui se marient et ont des enfants pendant leurs études, via des allocations appropriées, dont une pour le logement.

8. Puisque la contraception, l'avortement, les stérilisations provoquent la chute de la fécondité et donc le vieillissement, *lutter contre ces pratiques*.

9. Reconnaître et honorer le *rôle de la femme* dans la société, et en particulier sa contribution à la formation intégrale du capital humain. Il faut toutefois être très circonspect vis-à-vis de politiques familiales comme celle préconisée en Allemagne par le Dr Ursula von der Leyen. Ce type de politique s'inspire des idées de Friedrich Engels et met l'accent sur la réorganisation du temps de travail. Selon ce projet, après l'accouchement, la mère doit pouvoir reprendre au plus tôt son activité dans la société de production, notamment grâce à la multiplication des crèches⁶. A ce type de projet, il faut préférer ceux qui favorisent le libre choix de la mère entre l'éducation de ses enfants, son engagement professionnel et la conciliation entre ces deux options. Précisons que des politiques familiales de ce genre supposent la coopération des employeurs.

10. Lutter contre tout ce qui humilie et *dégrade* la femme : publicité, cinéma, érotisme, pornographie, etc.

⁵ *De la démocratie en Amérique*, II, III, ch. 8.

⁶ Voir par exemple <<http://www.stern.de/politik/deutschland/:Kinderbetreuung-Bischof-Mixa/586499.html>>, article de journal qui présente les critiques formulées par l'évêque catholique d'Augsbourg Walter Mixa.

11. Assurer une meilleure diffusion des *méthodes naturelles* de contrôle de la fécondité, spécialement les plus modernes et qui offrent une sécurité objective aux utilisatrices.

12. Favoriser et *honorer la famille* : expliquer le rôle de la famille dans la société et dans la formation du capital humain. Proposer une imposition fiscale nettement dégressive selon le nombre d'enfants (Allan Carlson). Droit de vote dès le jour de naissance (Otto de Habsbourg). Affecter à la famille l'argent actuellement utilisé pour financer des avortements.

13. Honorer les *familles nombreuses*, ni les moquer, ni les culpabiliser. Veiller à ce que soient accessibles des logements convenables et des prêts avantageux.

14. Agir au niveau des *réseaux éducatifs* ; complémentarité parents-éducateurs (Amartya Sen). Acculturation des immigrés.

15. Intégrer les *personnes âgées* ; reconnaître leurs services. Envisager de retarder volontairement l'âge de la retraite.

16. Mobiliser les *associations chrétiennes* locales, nationales, internationales. Tirer grand parti de la doctrine de l'encyclique *Deus caritas est* (2005).

17. Organiser le *lobbying* en coopérant à l'élaboration de programmes politiques.

18. *Insister auprès des Pasteurs* pour qu'ils prêchent sur la solidarité entre générations, sur la visibilité de l'action des chrétiens dans la société, à travers les multiples institutions chrétiennes.

19. Veiller à ce qu'aucune institution chrétienne n'enseigne des idéologies inacceptables (cf. le *gender*) ou ne pratique des actes moralement illicites. Ainsi les cliniques chrétiennes doivent-elles s'abstenir de mettre leurs installations à la disposition de praticiens de l'avortement et de la stérilisation). Là où il y a lieu, envisager *l'objection de conscience* pour les personnes, mais aussi pour les institutions.

20. Relire ou lire l'encyclique *Humanae vitae* sans préventions et *l'expliquer à la lumière de ce qui s'est passé depuis une quarantaine d'années*.

Chapitre IV

Documents : Récents prises de conscience

Voici quelques titres parus récemment et qui révèlent les préoccupations croissantes face aux évolutions démographiques.

« Mères porteuses, à quel prix ? Légaliser la gestation pour autrui au service des couples infertiles est une forme de prostitution », article de Caroline ELIACHEFF et René FRYDMAN dans *Le Monde* du 1 juillet 2008.

« La fécondation in vitro est vécue comme un parcours du combattant. Annie BACHELOT, Psychosociologue à l'Inserm, a analysé les effets de la prise en charge médicale de l'infertilité sur les couples concernés », interview de l'auteur par Cécile PRIEUR dans *Le Monde* du 25 juin 2008. On lit notamment : « Après chaque tentative de FIV, plus d'un couple sur quatre abandonne, souvent avec le projet de se tourner vers l'adoption ». L'interview renvoie aux *Cahiers de l'INED*, n° 161, qui a pour titre « De la pilule au bébé éprouvette. Choix individuels ou stratégies médicales ? », Paris, 2008.

« Renault mise sur les ingénieurs des pays émergents », dans *Le Monde* (Paris) du 10 juin 2008.

« Le nombre de divorces explose depuis neuf mois », dans *La Libre Belgique* (Bruxelles) du 28 mai 2008.

« Les quarante et un ans de cotisation ne suffiront pas », interview de Raphaël HADAS-LEBEL dans le dossier publié dans *Le Monde* du 23 mai 2008, par Rémi BARROUX, Caroline MONNOT *et al.*

« Que faire pour maintenir plus de seniors au travail ? », article de Bernard THIBAUT, et dossier, dans *Le Monde* du 14 mai 2008.

« Le ras-le-bol des retraités allemands », article de Marcel LINDEN dans : *La Libre Belgique* du 24 avril 2008.

- « Aborto é primeira causa de mortalidade na Europa », article de Nieves SAN MARTIN publié dans *Fides* <www.fides.org> et repris dans *Zenit* (édition en portugais <<http://www.zenit.org/>>), 22 avril 2008. Disponible sur <http://www.fides.org/spa/documents/dossier_crisis_familia_290308.doc>.
- « La bomba demográfica », dans *Iberia Universal* (Madrid), 14 avril 2008. En chapeau on lit: « La retraite de millions de Japonais fils du baby boom des années 40, coïncidant avec un taux extrêmement bas de natalité, compromet la deuxième économie de la planète. »
- « Übernehmen die Alten die Macht ? », dossier dans *Bild*, 10 avril 2008. En chapeau on lit: « Nous sommes en route vers la République Allemande des Retraités. [...] Les faits : 20 millions d'Allemands sont rentiers. En 2050 au plus tard ils seront 30 millions. A ce moment-là plus de la moitié des électeurs seront à la retraite. Les partis eux-mêmes vieillissent. Alors que 48% des membres de la CDU ont plus de 60 ans, ce pourcentage se situe à hauteur de 47 % au SPD. » Texte sur <<http://www.bild.de/>>.
- « Le FMI presse la Belgique de prendre des mesures pour faire face aux coûts du vieillissement », dans *La Libre Belgique* (Bruxelles), 26 mars 2008. L'article fait écho à une étude de Luc Everaert, économiste au FMI. Disponible sur *Trends* <<http://www.trends.be/fr/index.jsp>> sous le titre « Vieillissement : Les trois « conseils d'ami » du FMI à la Belgique »
- « Royal College warns abortion can lead to mental illness », dans le *Sunday Times*, 16 mars 2008.
- « L'Allemagne est menacée de pénurie de main-d'œuvre ». En chapeau on lit : « Selon une étude de McKinsey, à l'horizon 2020, quelque 2,4 millions de personnes, essentiellement qualifiées, pourraient manquer sur le marché du travail », article de Marie DE VERGES dans *Le Monde* du 10 mai 2008.
- « Les familles monoparentales cumulent les vulnérabilités », dans *Le Monde* (Paris) du 20 juillet 2007.

- « Europe : la démographie baisse dangereusement », article signé C. G., dans *L'Écho* (Bruxelles) du 12 mai 2007.
- « Se préparer aux nouveaux défis démographiques », article de Jean-Michel SEVERINO, dans *Le Monde* du 13 mars 2007.
- « Population. Des chiffres éclairants ou effrayants », article signé M. F. C. et présentant le rapport annuel du FNUAP, dans *La Libre Belgique* (Bruxelles), 7 septembre 2006
- « La croissance va pâtir du vieillissement de la population », article de Philippe RICARD, dans *Le Monde* du 15 février 2006.
- « La famille revient. Vers une révolution conservatrice », dans le *Courrier international*, n° 816 des 22-28 juin 2006, pp. 32-38.
- « La population européenne vieillit. Comment cela va-t-il nous affecter ? Que faut-il faire ? », communiqué de presse présentant le *Livre vert* (cité *supra* au chapitre II), Bruxelles, Commission européenne, Référence : IP/05/322 du 17 mars 2005.
- Vieillissement actif en Europe*, vol. 1, Strasbourg, Éd. du Conseil de l'Europe <<http://www.coe.int/>> 2004.
- « L'Europe face au défi du vieillissement », article de Stéphane KOVACS dans *Le Figaro* du 14 février 2003.
- « Le grand âge oblige à repenser la protection sociale », article d'Yves MAMOU et Antoine REVERCHON, dans *Le Monde* du 16 septembre 2003.
- « La France face à ses vieux », dossier publié par *Le Monde* des 14-15 septembre 2003.

Deuxième partie

Textes

Ci-après, fac-similé de l'édition originale publiée en 1998 par la Libreria Editrice Vaticana.

LETTRE ENCYCLIQUE
DE SA SAINTETÉ
LE PAPE PAUL VI

SUR LA RÉGULATION
DES NAISSANCES

Aux Vénérables Frères Patriarches
Archevêques, Evêques
et autres Ordinaires des Lieux
en paix et communion avec le Siège Apostolique
au Clergé et aux fidèles du monde catholique
et à tous les hommes de bonne volonté

Chapitre V

Humanae vitae

Lettre encyclique de Sa Sainteté le Pape Paul VI sur la régulation des naissances

Aux Vénérables Frères Patriarches
Archevêques, Évêques,
et autres Ordinaires des Lieux
en paix et communion avec le Siège Apostolique
au Clergé et aux fidèles du monde catholique
et à tous les hommes de bonne volonté

Vénérables Frères et Chers Fils

La transmission de la vie

1a. Le très grave devoir de transmettre la vie humaine, qui fait des époux les libres et responsables collaborateurs du Créateur, a toujours été pour ceux-ci source de grandes joies, accompagnées cependant parfois de bien des difficultés et des peines.

b. En tout temps, l'accomplissement de ce devoir a posé à la conscience des époux de sérieux problèmes ; mais l'évolution récente de la société a entraîné des mutations telles que de nouvelles questions se sont posées : questions que l'Église ne pouvait ignorer, en un domaine qui touche de si près à la vie et au bonheur des hommes.

I. Aspects nouveaux du problème et compétence du Magistère

Nouvelles données du problème

2a. Les changements survenus sont effectivement notables et de plusieurs sortes. Il s'agit tout d'abord du rapide développement démographique. Beaucoup manifestent la crainte que la population mondiale n'augmente plus vite que les ressources à sa disposition ; il s'ensuit une inquiétude croissante pour bien des familles et pour des peuples en voie de développement, et grande est la tentation pour les Autorités d'opposer à ce péril des mesures radicales. En outre, les conditions de travail et de logement, comme aussi les exigences accrues, dans le domaine économique et dans celui de l'éducation, rendent souvent difficile aujourd'hui la tâche d'élever convenablement un grand nombre d'enfants.

b. On assiste aussi à un changement, tant dans la façon de considérer la personne de la femme et sa place dans la société que dans la valeur à attribuer à l'amour conjugal dans le mariage, comme aussi dans la manière d'apprécier la signification des actes conjugaux par rapport à cet amour.

c. Enfin et surtout, l'homme a accompli d'étonnants progrès dans la maîtrise et l'organisation rationnelle des forces de la nature, au point qu'il tend à étendre cette maîtrise à son être lui-même pris dans son ensemble :

au corps, à la vie physique, à la vie sociale et jusqu'aux lois qui règlent la transmission de la vie.

3a. Un tel état de chose fait naître de nouvelles questions. Étant données les conditions de la vie moderne, étant donnée la signification des relations conjugales pour l'harmonie entre les époux et pour leur fidélité mutuelle, n'y aurait-il pas lieu de réviser les règles morales jusqu'ici en vigueur, surtout si l'on considère qu'elles ne peuvent être observées sans des sacrifices parfois héroïques ?

b. Étendant à ce domaine l'application du principe dit « de totalité », ne pourrait-on admettre que l'intention d'une fécondité moins abondante, mais plus rationalisée, transforme l'intervention matériellement stérilisante en un licite et sage contrôle des naissances ? Ne pourrait-on admettre, en d'autres termes, que la finalité de procréation concerne l'ensemble de la vie conjugale, plutôt que chacun de ses actes ?

c. On demande encore si, étant donné le sens accru de responsabilités de l'homme moderne, le moment n'est pas venu pour lui de confier à sa raison et à sa volonté, plutôt qu'aux rythmes biologiques de son organisme, le soin de régler la natalité.

Compétences du Magistère

4a. De telles questions exigeaient du Magistère de l'Église une réflexion nouvelle et approfondie sur les principes de la doctrine morale du mariage doctrine fondée sur la loi naturelle, éclairée et enrichie par la Révélation divine.

b. Aucun fidèle ne voudra nier qu'il appartient au Magistère de l'Église d'interpréter aussi la loi morale naturelle. Il est incontestable, en effet, comme l'ont plusieurs fois déclaré Nos Prédécesseurs¹, que Jésus-Christ, en communiquant à Pierre et aux apôtres sa divine autorité, et en les envoyant enseigner ses commandements à toutes les nations², les constituait gardiens et interprètes authentiques de toute la loi morale : non seulement de la loi évangélique, mais encore de la loi naturelle, expression elle aussi de la

¹ Cf. PIE IX, Enc. *Qui Pluribus*, 9 novembre 1846, *Pii IX P. M. Acta*, vol. p. 9-10 ; S. PIE X, Enc. *Singulari Quadam*, 24 septembre 1912, AAS 4 (1912), p. 658 ; PIE XI, Enc. *Casti Connubii*, 31 décembre 1930, AAS 22 (1930), p. 579-581 ; PIE XII, Alloc. *Magnificate Dominum* à l'Épiscopat du monde catholique, 2 novembre 1954, AAS 46 (1954), p. 671-672 ; JEAN XXIII, Enc. *Mater et Magistra*, 15 mai 1961, AAS 53 (1961), p. 457.

² Cf. Mt 28,18-19.

volonté de Dieu, et dont l'observation fidèle est également nécessaire au salut³.

c. Conformément à cette mission qui est la sienne, l'Église a toujours donné - et avec plus d'ampleur à l'époque récente - un enseignement cohérent, tant sur la nature du mariage que sur le juste usage des droits conjugaux et sur les devoirs des époux⁴.

Études spéciales

5a. La conscience de cette même mission Nous amena à confirmer et à élargir la Commission d'étude que Notre prédécesseur Jean XXIII, de vénérée mémoire, avait instituée en mars 1963. Cette Commission, qui comprenait, outre plusieurs spécialistes des différentes disciplines concernées, également des couples, avait pour but de recueillir des avis sur les nouvelles questions relatives à la vie conjugale, et en particulier celle de la régulation de la natalité, et de fournir d'opportuns éléments d'information, pour que le Magistère pût donner, à l'attente non seulement des fidèles, mais de l'opinion publique mondiale, une réponse adéquate⁵.

b. Les travaux de ces experts, complétés par les jugements et conseils que Nous fournirent, soit spontanément, soit sur demande expresse, bon nombre de Nos frères dans l'épiscopat, Nous ont permis de mieux mesurer tous les aspects de cette question complexe. Aussi exprimons-Nous à tous de grand cœur Notre vive gratitude.

³ Cf. Mt 7, 21.

⁴ Cf. *Catechismus Romanus Concilii Tridentini*, II^e partie, chap. VIII ; LEON XIII, Enc. *Arcanum*, 10 février 1880, *Acta L. XIII*, 2 (1881), p. 26-29 ; PIE XI, Enc. *Divini Illius Magistri*, 31 décembre 1929, AAS 22 (1930), p. 58-61, Enc. *Casti Connubii*, AAS 22 (1930), p. 545-546 ; Pie XII, Alloc. à l'Union italienne médico-biologique de Saint Luc, 12 novembre 1944, *Discorsi e Radiomessaggi*, VI, p. 191-192 ; au Congrès de l'Union Catholique Italienne des sages-femmes, 29 octobre 1951, AAS 43 (1951), p. 853-854 ; au Congrès du Front de la Famille et de l'Association de Familles nombreuses, 28 novembre 1951, AAS 43 (1951), p. 857-859 ; au VII^e Congrès de la Société Internationale d'Hématologie, 12 septembre 1958, AAS 50 (1958), p. 734-735 ; JEAN XXIII, Enc. *Mater et Magistra*, AAS 53 (1961), p. 446-447, *Codex Iuris Canonici*, can. 1067 ; 1068, § 1 ; 1076, §§ 1-2 ; Conc. Vatican II, Const. pastorale *Gaudium et Spes*, nn° 47-52.

⁵ Cf. Allocutions de PAUL VI : au Sacré Collège, 23 juin 1964, AAS 56 (1964), p. 588 ; à la Commission pour l'Étude des Problèmes de la Population, de la Famille et de la Natalité, 27 mars 1965, AAS 57 (1965), p. 388 ; au Congrès National de la Société Italienne d'Obstétrique et de Gynécologie, 29 octobre 1966, AAS 58 (1966), p. 1168.

La réponse du Magistère

6a. Les conclusions auxquelles était parvenue la Commission ne pouvaient toutefois être considérées par Nous comme définitives, ni Nous dispenser d'examiner personnellement ce grave problème, entre autres parce que le plein accord n'avait pas été réalisé au sein de la Commission sur les règles morales à proposer ; et surtout parce qu'étaient apparus certains critères de solutions qui s'écartaient de la doctrine morale sur le mariage proposée avec une constante fermeté par le Magistère de l'Église.

b. C'est pourquoi, ayant attentivement examiné la documentation qui Nous a été soumise, après de mûres réflexions et des prières assidues, Nous allons maintenant, en vertu du mandat que le Christ Nous a confié, donner notre réponse à ces graves questions.

II. Principes doctrinaux

Une vision globale de l'homme

7a. Comme tout autre problème concernant la vie humaine, le problème de la natalité doit être considéré, au-delà des perspectives partielles - qu'elles soient d'ordre biologique ou psychologique, démographique ou sociologique - dans la lumière d'une vision intégrale de l'homme et de sa vocation, non seulement naturelle et terrestre, mais aussi surnaturelle et éternelle. Et puisque, dans leur tentative de justifier les méthodes artificielles de contrôle des naissances, beaucoup ont fait appel aux exigences soit de l'amour conjugal, soit d'une « paternité responsable », il convient de bien préciser la vraie conception de ces deux grandes réalités de la vie matrimoniale, en Nous référant principalement à ce qui a été récemment exposé à ce sujet, d'une manière hautement autorisée, par le Deuxième Concile du Vatican, dans la Constitution pastorale *Gaudium et Spes*.

L'amour conjugal

8a. L'amour conjugal révèle sa vraie nature et sa vraie noblesse quand on le considère dans sa source suprême, Dieu qui est Amour⁶, « le Père de qui toute paternité tire son nom, au ciel et sur la terre⁷ ».

b. Le mariage n'est donc pas l'effet du hasard ou un produit de l'évolution de forces naturelles inconscientes : c'est une sage institution du Créateur pour réaliser dans l'humanité son dessein d'amour. Par le moyen de la donation personnelle réciproque, qui leur est propre et exclusive, les époux tendent à la communion de leurs êtres en vue d'un mutuel perfectionnement personnel pour collaborer avec Dieu à la génération et à l'éducation de nouvelles vies.

c. De plus, pour les baptisés, le mariage revêt la dignité de signe sacramentel de la grâce, en tant qu'il représente l'union du Christ et de l'Eglise.

Ses caractéristiques

9a. Dans cette lumière apparaissent clairement les notes et les exigences caractéristiques de l'amour conjugal, dont il est souverainement important d'avoir une idée exacte.

b. C'est avant tout un amour pleinement *humain*, c'est-à-dire à la fois sensible et spirituel. Ce n'est donc pas un simple transport d'instinct et de sentiment, mais aussi et surtout un acte de la volonté libre, destiné à se maintenir et à grandir à travers les joies et les douleurs de la vie quotidienne, de sorte que les époux deviennent un seul cœur et une seule âme et atteignent ensemble leur perfection humaine.

c. C'est ensuite un amour *total*, c'est-à-dire une forme toute spéciale d'amitié personnelle, par laquelle les époux partagent généreusement toutes choses, sans réserves indues ni calculs égoïstes. Qui aime vraiment son conjoint ne l'aime pas seulement pour ce qu'il reçoit de lui, mais pour lui-même, heureux de pouvoir l'enrichir du don de soi.

d. C'est encore un amour *fidèle* et *exclusif* jusqu'à la mort. C'est bien ainsi, en effet, que le conçoivent l'époux et l'épouse le jour où ils assument librement et en pleine conscience l'engagement du lien matrimonial. Fidélité qui peut parfois être difficile, mais qui est toujours possible et toujours noble

⁶ Cf. 1 Jn 4, 8.

⁷ Cf. Eph 3,15.

et méritoire, nul ne peut le nier. L'exemple de tant d'époux à travers les siècles prouve non seulement qu'elle est conforme à la nature du mariage, mais encore qu'elle est source de bonheur profond et durable.

e. C'est enfin un amour *fécond*, qui ne s'épuise pas dans la communion entre époux, mais qui est destiné à se continuer en suscitant de nouvelles vies. « Le mariage et l'amour conjugal sont ordonnés par leur nature à la procréation et à l'éducation des enfants. De fait, les enfants sont le don le plus excellent du mariage et ils contribuent grandement au bien des parents eux-mêmes⁸. »

La paternité responsable

10a. L'amour conjugal exige donc des époux une conscience de leur mission de « paternité responsable », sur laquelle, à bon droit, on insiste tant aujourd'hui, et qui doit, elle aussi, être exactement comprise. Elle est à considérer sous divers aspects légitimes et liés entre eux.

b. Par rapport aux processus biologiques, la paternité responsable signifie connaissance et respect de leurs fonctions : l'intelligence découvre, dans le pouvoir de donner la vie, des lois biologiques qui font partie de la personne humaine⁹.

c. Par rapport aux tendances de l'instinct et des passions, la paternité responsable signifie la nécessaire maîtrise que la raison et la volonté doivent exercer sur elles.

d. Par rapport aux conditions physiques, économiques, psychologiques et sociales, la paternité responsable s'exerce soit par la détermination réfléchie et généreuse de faire grandir une famille nombreuse, soit par la décision, prise pour de graves motifs et dans le respect de la loi morale, d'éviter temporairement ou même pour un temps indéterminé une nouvelle naissance.

e. La paternité responsable comporte encore et surtout un plus profond rapport avec l'ordre moral objectif, établi par Dieu, et dont la conscience droite est la fidèle interprète. Un exercice responsable de la paternité implique donc que les conjoints reconnaissent pleinement leurs devoirs envers Dieu, envers eux-mêmes, envers la famille et envers la société, dans une juste hiérarchie des valeurs. Dans la tâche de transmettre la vie, ils ne sont par conséquent pas libres de procéder à leur guise, comme

⁸ Cf. Conc. Vatican II, Const. Pastorale *Gaudium et Spes*, n° 50.

⁹ Cf. S. THOMAS, *Sum Theol.*; I-II, q. 94, a. 2.

s'ils pouvaient déterminer de façon entièrement autonome les voies honnêtes à suivre, mais ils doivent conformer leur conduite à l'intention créatrice de Dieu, exprimée dans la nature même du mariage et de ses actes, et manifestée par l'enseignement constant de l'Église¹⁰.

Respecter la nature et les finalités de l'acte matrimonial

11a. Ces actes, par lesquels les époux s'unissent dans une chaste intimité, et par le moyen desquels se transmet la vie humaine, sont, comme l'a rappelé le Concile, « honnêtes et dignes¹¹ », et ils ne cessent pas d'être légitimes si, pour des causes indépendantes de la volonté des conjoints, on prévoit qu'ils seront inféconds : ils restent en effet ordonnés à exprimer et à consolider leur union. De fait, comme l'expérience l'atteste, chaque rencontre conjugale n'engendre pas une nouvelle vie. Dieu a sagement fixé des lois et des rythmes naturels de fécondité qui espacent déjà par eux-mêmes la succession des naissances. Mais l'Église, rappelant les hommes à l'observation de la loi naturelle, interprétée par sa constante doctrine, enseigne que tout acte matrimonial doit rester ouvert à la transmission de la vie¹²

Deux aspects indissociables : union et procréation

12a. Cette doctrine, plusieurs fois exposée par le Magistère, est fondée sur le lien indissoluble, que Dieu a voulu et que l'homme ne peut rompre de son initiative, entre les deux significations de l'acte conjugal : union et procréation. En effet, par sa structure intime, l'acte conjugal, en même temps qu'il unit profondément les époux, les rend aptes à la génération de nouvelles vies, selon des lois inscrites dans l'être même de l'homme et de la femme. C'est en sauvegardant ces deux aspects essentiels, union et procréation que l'acte conjugal conserve intégralement le sens de mutuel et véritable amour et son ordination à la très haute vocation de l'homme à la paternité. Nous pensons que les hommes de notre temps sont particulièrement en mesure de comprendre le caractère profondément raisonnable et humain de ce principe fondamental.

¹⁰ Cf. Const. Pastorale *Gaudium et Spes*, nn° 50 et 51.

¹¹ *Ibid.*, n° 49.

¹² Cf. PIE XI Enc. *Casti Connubii*, AAS 22 (1930), p. 560 ; PIE XII, AAS 43 (1951), p. 843.

Fidélité au dessein de Dieu

13a. On remarque justement, en effet, qu'un acte conjugal imposé au conjoint sans égard à ses conditions et à ses légitimes désirs, n'est pas un véritable acte d'amour et contredit par conséquent une exigence du bon ordre moral dans les rapports entre époux. De même, qui réfléchit bien devra reconnaître aussi qu'un acte d'amour mutuel qui porterait atteinte à la disponibilité à transmettre la vie, que le Créateur a attachée à cet acte selon des lois particulières, est en contradiction avec le dessein constitutif du mariage et avec la volonté de l'Auteur de la vie. User de ce don divin en détruisant, fût-ce partiellement, sa signification et sa finalité, c'est contredire à la nature de l'homme comme à celle de la femme et de leur rapport le plus intime, c'est donc contredire aussi au plan de Dieu et à sa volonté. Au contraire, user du don de l'amour conjugal en respectant les lois du processus de la génération, c'est reconnaître que nous ne sommes pas les maîtres des sources de la vie humaine, mais plutôt les ministres du dessein établi par le Créateur. De même, en effet, que l'homme n'a pas sur son corps en général un pouvoir illimité, de même il ne l'a pas, pour une raison particulière, sur ses facultés de génération en tant que telles, à cause de leur ordination intrinsèque à susciter la vie, dont Dieu est le principe. « La vie humaine est sacrée, rappelait Jean XXIII ; dès son origine, elle engage directement l'action créatrice de Dieu¹³. »

Moyens illicites de régulation des naissances

14a. En conformité avec ces points fondamentaux de la conception humaine et chrétienne du mariage, nous devons encore une fois déclarer qu'est absolument à exclure, comme moyen licite de régulation des naissances, l'interruption directe du processus de génération déjà engagé, et surtout l'avortement directement voulu et procuré, même pour des raisons thérapeutiques¹⁴.

¹³ JEAN XXIII, Enc. *Mater et Magistra* AAS 53 (1961), p. 447.

¹⁴ Cf. *Catechismus Romanus Concilii Tridentini*, II^e partie, chap. VIII ; PIE XI, Enc. *Casti Connubii*, AAS 22 (1930), p. 562-564 ; PIE XII, *Discorsi e Radiomessaggi*, VI (1944), p. 191-192 ; AAS 43 (1951), p. 842-843 ; p. 857-859 ; JEAN XXIII, Enc. *Pacem in Terris*, 11 avril 1963, AAS 55 (1963), p. 259-260 ; *Gaudium et Spes*, n° 51.

b. Est pareillement à exclure, comme le Magistère de l'Église l'a plusieurs fois déclaré, la stérilisation directe, qu'elle soit perpétuelle ou temporaire, tant chez l'homme que chez la femme¹⁵.

c. Est exclue également toute action qui, soit en prévision de l'acte conjugal, soit dans son déroulement, soit dans le développement de ses conséquences naturelles, se proposerait comme but ou comme moyen de rendre impossible la procréation¹⁶.

d. Et on ne peut invoquer* comme raisons valables, pour justifier des actes conjugaux rendus intentionnellement inféconds, le moindre mal ou le fait que ces actes constitueraient un tout avec les actes féconds qui ont précédé ou qui suivront, et dont ils partageraient l'unique et identique bonté morale. En vérité, s'il est parfois licite de tolérer un moindre mal moral afin d'éviter un mal plus grand ou de promouvoir un bien plus grand,¹⁷ il n'est pas permis, même pour de très graves raisons, de faire le mal afin qu'il en résulte un bien¹⁸, c'est-à-dire de prendre comme objet d'un acte positif de volonté ce qui est intrinsèquement un désordre et, par conséquent, une chose indigne de la personne humaine, même avec l'intention de sauvegarder ou de promouvoir des biens individuels, familiaux ou sociaux. C'est donc une erreur de penser qu'un acte conjugal rendu volontairement infécond et, par conséquent, intrinsèquement déshonnête, puisse être rendu honnête par l'ensemble d'une vie conjugale féconde.

Licéité des moyens thérapeutiques

15a. L'Église, en revanche, n'estime nullement illicite l'usage des moyens thérapeutiques vraiment nécessaires pour soigner des maladies de l'organisme, même si l'on prévoit qu'il en résultera un empêchement à la

* Le texte disponible sur le web site du Vatican, chargé le 20 mai 2008, comporte ici une grave erreur. Il y est écrit : « Et on peut invoquer... », alors qu'il faut évidemment lire « Et on ne peut invoquer... », comme il est écrit dans l'édition originale de la Libreria Editrice Vaticana.

¹⁵ Cf. PIE XI, Enc. *Casti Connubii*, AAS 22 (1930), p. 565 ; Décret du Saint-Office, 22 février 1940, AAS 32 (1940), p. 73 ; PIE XII, AAS 43 (1951), p. 843-844 ; AAS 50 (1958), p. 734-735. (1958), p. 734-735.

¹⁶ Cf. *Catechismus Romanus Concilii Tridentini*, II^e partie, chap. VIII ; PIE XI, Encycl. *Casti Connubii*, AAS 22 (1930), p. 559-561 , PIE XII, AAS 43 (1951), p. 843 ; AAS 50 (1958), p. 734-735 ; JEAN XXIII, Enc. *Mater et Magistra*, AAS 53 (1961), p. 447.

¹⁷ Cf. PIE XII, Alloc. au Congrès National de l'Union des Juristes Catholiques Italiens, 6 décembre 1953, AAS 45 (1953), p. 798-799.

¹⁸ Cf. *Rm* 3, 8.

procréation, pourvu que cet empêchement ne soit pas, pour quelque motif que ce soit, directement voulu¹⁹.

Licéité du recours aux périodes infécondes

16a. A cet enseignement de l'Église sur la morale conjugale, on objecte aujourd'hui, comme Nous l'observons plus haut (n. 3), que c'est la prérogative de l'intelligence humaine de maîtriser les énergies offertes par la nature irrationnelle et de les orienter vers un but conforme au bien de l'homme. Or, certains se demandent : dans le cas présent, n'est-il pas raisonnable, en bien des circonstances, de recourir au contrôle artificiel des naissances, si on obtient par là l'harmonie et la tranquillité du foyer et de meilleures conditions pour l'éducation des enfants déjà nés ?

b. A cette question, il faut répondre avec clarté l'Église est la première à louer et à recommander l'intervention de l'intelligence dans une œuvre qui associe de si près la créature raisonnable à son Créateur, mais elle affirme que cela doit se faire dans le respect de l'ordre établi par Dieu.

c. Si donc il existe, pour espacer les naissances, de sérieux motifs dus, soit aux conditions physiques ou psychologiques des conjoints, soit à des circonstances extérieures, l'Église enseigne qu'il est alors permis de tenir compte des rythmes naturels, inhérents aux fonctions de la génération, pour user du mariage dans les seules périodes infécondes et régler ainsi la natalité sans porter atteinte aux principes moraux que Nous venons de rappeler²⁰.

d. L'Église est conséquente avec elle-même quand elle estime licite le recours aux périodes infécondes, alors qu'elle condamne comme toujours illicite l'usage des moyens directement contraires à la fécondation, même inspiré par des raisons qui peuvent paraître honnêtes et sérieuses. En réalité, il existe entre les deux cas une différence essentielle : dans le premier cas, les conjoints usent légitimement d'une disposition naturelle ; dans l'autre cas, ils empêchent le déroulement des processus naturels. Il est vrai que, dans l'un et l'autre cas, les conjoints s'accordent dans la volonté positive d'éviter l'enfant pour des raisons plausibles, en cherchant à avoir l'assurance qu'il ne viendra pas ; mais il est vrai aussi que dans le premier cas seulement ils savent renoncer à l'usage du mariage dans les périodes

¹⁹ Cf Pie XII, alloc. au Congrès de l'Assoc. ital. d'urologie, 8 octobre 1953, AAS 45 (1953), p. 674- 675 ; AAS 50 (1958), p. 734-735.

²⁰ Cf. Pie XII, AAS 43 (1951), p. 816.

fécondes quand, pour de justes motifs, la procréation n'est pas désirable, et en user dans les périodes agénésiques, comme manifestation d'affection et sauvegarde de mutuelle fidélité. Ce faisant, ils donnent la preuve d'un amour vraiment et intégralement honnête.

Graves conséquences des méthodes de régulation artificielle de la natalité

17a. Les hommes droits pourront encore mieux se convaincre du bien-fondé de la doctrine de l'Église en ce domaine, s'ils veulent bien réfléchir aux conséquences des méthodes de régulation artificielle de la natalité.

b. Qu'ils considèrent d'abord quelle voie large et facile ils ouvriraient ainsi à l'infidélité conjugale et à l'abaissement général de la moralité. Il n'est pas besoin de beaucoup d'expérience pour connaître la faiblesse humaine et pour comprendre que les hommes - les jeunes, en particulier, si vulnérables sur ce point - ont besoin d'encouragement à être fidèles à la loi morale, et qu'il ne faut pas leur offrir quelque moyen facile pour en éluder l'observance. On peut craindre aussi que l'homme en s'habituant à l'usage des pratiques anticonceptionnelles, ne finisse par perdre le respect de la femme et, sans plus se soucier de l'équilibre physique et psychologique de celle-ci, n'en vienne à la considérer comme un simple instrument de jouissance égoïste, et non plus comme sa compagne respectée et aimée.

c. Qu'on réfléchisse aussi à l'arme dangereuse que l'on viendrait à mettre ainsi aux mains d'Autorités publiques peu soucieuses des exigences morales. Qui pourra reprocher à un Gouvernement d'appliquer à la solution des problèmes de la collectivité ce qui serait reconnu permis aux conjoints pour la solution d'un problème familial ? Qui empêchera les Gouvernants de favoriser et même d'imposer à leurs peuples, s'ils le jugeaient nécessaire, la méthode de contraception estimée par eux la plus efficace ? Et ainsi les hommes, en voulant éviter les difficultés individuelles, familiales ou sociales que l'on rencontre dans l'observation de la loi divine, en arriveraient à laisser à la merci de l'intervention des Autorités publiques le secteur le plus personnel et le plus réservé de l'intimité conjugale.

d. Si donc on ne veut pas abandonner à l'arbitraire des hommes la mission d'engendrer la vie, il faut nécessairement reconnaître des limites infranchissables au pouvoir de l'homme sur son corps et sur ses fonctions ; limites que nul homme, qu'il soit simple particulier ou revêtu d'autorité, n'a le droit d'enfreindre. Et ces limites ne peuvent être déterminées que par le

respect qui est dû à l'intégrité de l'organisme humain et de ses fonctions, selon les principes rappelés ci-dessus et selon la juste intelligence du « principe de totalité » exposé par Notre prédécesseur Pie XII²¹.

L'Église garante des authentiques valeurs humaines

18a. On peut prévoir que cet enseignement ne sera peut-être pas facilement accueilli par tout le monde : trop de voix - amplifiées par les moyens modernes de propagande - s'opposent à la voix de l'Église. Celle-ci, à vrai dire, ne s'étonne pas d'être, à la ressemblance de son divin Fondateur, un « signe de contradiction »²² ; mais elle ne cesse pas pour autant de proclamer avec une humble fermeté, toute la loi morale, tant naturelle qu'évangélique. Ce n'est pas elle, qui a créé cette loi, elle ne saurait donc en être l'arbitre ; elle en est seulement la dépositaire et l'interprète, sans pouvoir jamais déclarer licite une chose qui ne l'est pas à cause de son intime et immuable opposition au vrai bien de l'homme.

b. En défendant la morale conjugale dans son intégralité, l'Église sait qu'elle contribue à l'instauration d'une civilisation vraiment humaine ; elle engage l'homme à ne pas abdiquer sa responsabilité pour s'en remettre aux moyens techniques ; elle défend par là même la dignité des époux. Fidèle à l'enseignement comme à l'exemple du Sauveur, elle se montre l'amie sincère et désintéressée des hommes, qu'elle veut aider, dès leur cheminement terrestre, « à participer en fils à la vie du Dieu vivant, Père de tous les hommes »²³.

III. Directives pastorales

L'Église Mater et Magistra

19a. Notre parole ne serait pas l'expression adéquate de la pensée et de la sollicitude de l'Église, Mère et Maîtresse de toutes les nations, si, après avoir rappelé les hommes à l'observance et au respect de la loi divine au sujet du mariage, elle ne les encourageait pas dans la voie d'une honnête régulation de la natalité, même au milieu des difficiles conditions qui

²¹ Cf. AAS 45 (1953), p. 674-675 ; Alloc. aux Dirigeants et Membres de l'Assoc. Ital. des Donneurs de la Cornée, 8 oct. 1953, AAS 48 (1956), p. 461-462.

²² Cf. *Lc* 2, 3 1.

²³ Cf. PAUL VI, Enc. *Populorum progressio*, 26 mars 1967, n° 21.

éprouvent aujourd'hui les familles et les peuples. L'Eglise, en effet, ne peut avoir, vis-à-vis des hommes, une conduite différente de celle du Rédempteur : elle connaît leur faiblesse, elle a compassion de la foule, elle accueille les pécheurs ; mais elle ne peut renoncer à enseigner la loi qui est en réalité celle d'une vie humaine rendue à sa vérité originelle et conduite par l'esprit de Dieu²⁴.

Possibilité de l'observance de la loi divine

20a. La doctrine de l'Église sur la régulation des naissances, qui promulgue la loi divine, pourra apparaître à beaucoup difficile, pour ne pas dire impossible à mettre en pratique. Et certes, comme toutes les réalités grandes et bienfaisantes, cette loi requiert une sérieuse application et beaucoup d'efforts, individuels, familiaux et sociaux. On peut même dire qu'elle ne serait pas observable sans l'aide de Dieu qui soutient et fortifie la bonne volonté des hommes. Mais si l'on réfléchit bien, on ne peut pas ne pas voir que ces efforts sont ennoblissants pour l'homme et bienfaisants pour la communauté humaine.

Maîtrise de soi

21a. Une pratique honnête de régulation de la natalité exige avant tout des époux qu'ils acquièrent et possèdent de solides convictions sur les vraies valeurs de la vie et de la famille et qu'ils tendent à acquérir une parfaite possession d'eux-mêmes. La maîtrise de l'instinct par la raison et la libre volonté impose sans nul doute une ascèse pour que les manifestations affectives de la vie conjugale soient dûment réglées, en particulier pour l'observance de la continence périodique. Mais cette discipline, propre à la pureté des époux, bien loin de nuire à l'amour conjugal, lui confère au contraire une plus haute valeur humaine. Elle exige un effort continu, mais grâce à son influence bienfaisante, les conjoints développent intégralement leur personnalité, en s'enrichissant de valeurs spirituelles : elle apporte à la vie familiale des fruits de sérénité et de paix, et elle facilite la solution d'autres problèmes ; elle favorise l'attention à l'autre conjoint, aide les époux à bannir l'égoïsme, ennemi du véritable amour, et approfondit leur sens de responsabilité. Les parents acquièrent par là la capacité d'une influence plus profonde et plus efficace pour l'éducation des enfants ;

²⁴ Cf. *Rm* 8.

l'enfance et la jeunesse grandissent dans la juste estime des valeurs humaines et dans le développement serein et harmonieux de leurs facultés spirituelles et sensibles.

Créer un climat favorable à la chasteté

22a. Nous voulons à cette occasion rappeler l'attention des éducateurs et de tous ceux qui ont des tâches de responsabilité pour le bien commun de la société sur la nécessité de créer un climat favorable à l'éducation à la chasteté, c'est-à-dire au triomphe de la saine liberté sur la licence par le respect de l'ordre moral.

b. Tout ce qui, dans les moyens modernes de communication sociale, porte à l'excitation des sens, au dérèglement des mœurs, comme aussi toute forme de pornographie ou de spectacles licencieux, doit provoquer la franche et unanime réaction de toutes les personnes soucieuses du progrès de la civilisation et de la défense des biens suprêmes de l'esprit humain. Et c'est en vain qu'on chercherait à justifier ces dépravations par de prétendues exigences artistiques ou scientifiques²⁵, ou à tirer argument de la liberté laissée en ce domaine par les autorités publiques.

Appel aux Pouvoirs publics

23a. Aux Gouvernants, qui sont les principaux responsables du bien commun, et qui peuvent tant pour la sauvegarde des valeurs morales, Nous disons : ne laissez pas se dégrader la moralité de vos peuples ; n'acceptez pas que s'introduisent, par voie légale, dans cette cellule fondamentale de la société qu'est la famille, des pratiques contraires à la loi naturelle et divine. Toute autre est la voie par laquelle les pouvoirs publics peuvent et doivent contribuer à la solution du problème démographique : c'est la voie d'une prévoyante politique familiale, d'une sage éducation des peuples, respectueuse de la loi morale et de la liberté des citoyens.

b. Nous sommes bien conscient des graves difficultés dans lesquelles se trouvent les pouvoirs publics à cet égard, spécialement dans les pays en voie de développement. A leur légitimes préoccupations, Nous avons consacré Notre Encyclique *Populorum progressio*. Mais avec Notre prédécesseur Jean XXIII, Nous répétons : « Ces difficultés ne doivent pas être

²⁵ Cf. Conc. Vatican II, Décret *Inter Mirifica* sur les moyens de communication sociale, nn° 6-7.

résolues par le recours à des méthodes et à des moyens qui sont indignes de l'homme, et qui ne trouvent leur explication que dans une conception purement matérialiste de l'homme et de sa vie. La vraie solution se trouve seulement dans le développement économique et dans le progrès social qui respectent et promeuvent les vraies valeurs humaines, individuelles et sociale²⁶. «Et l'on ne saurait, sans une grave injustice, rendre la divine Providence responsable de ce qui dépendrait au contraire d'un défaut de sagesse de gouvernement, d'un sens insuffisant de la justice sociale, d'un accaparement égoïste, ou encore d'une blâmable indolence à affronter les efforts et les sacrifices nécessaires pour assurer l'élévation du niveau de vie d'un peuple et de tous ses enfants²⁷.

c. Que tous les Pouvoirs responsables - comme certains le font déjà si louablement - renouvellent généreusement leurs efforts. Et que l'entraide ne cesse de s'amplifier entre tous les membres de la grande famille humaine : c'est un champ d'action presque illimité qui s'ouvre là à l'activité des grandes organisations internationales.

Aux hommes de science

24a. Nous voulons maintenant exprimer Nos encouragements aux hommes de science, qui «peuvent beaucoup pour la cause du mariage et de la famille et pour la paix des consciences si, par l'apport convergent de leurs études, ils s'appliquent à tirer davantage au clair les diverses conditions favorisant une saine régulation de la procréation humaine »²⁸. Il est souhaitable, en particulier, que, selon le vœu déjà formulé par Pie XII, la science médicale réussisse à donner une base suffisamment sûre à une régulation des naissances fondée sur l'observation des rythmes naturels²⁹. Ainsi les hommes de science et, en particulier les chercheurs catholiques, contribueront à démontrer par les faits que, comme l'Église l'enseigne, «il ne peut y avoir de véritable contradiction entre les lois divines qui règlent la transmission de la vie et celles qui favorisent un authentique amour conjugal³⁰ ».

²⁶ Cf. Enc. *Mater et Magistra*, AAS 53 (1961), p. 447.

²⁷ Cf. Enc. *Populorum progressio* nn° 48-55.

²⁸ Cf. Const. pastorale *Gaudium et Spes*, n° 52.

²⁹ Cf. AAS 43 (1951), p. 859.

³⁰ Cf. Const. pastorale *Gaudium et Spes*, n° 51.

Aux époux chrétiens

25a. Et maintenant Notre parole s'adresse plus directement à Nos Fils, particulièrement à ceux que Dieu appelle à le servir dans le mariage. l'Église, en même temps qu'elle enseigne les exigences imprescriptibles de la loi divine, annonce le salut, et ouvre par les sacrements les voies de la grâce, laquelle fait de l'homme une nouvelle créature, capable de répondre dans l'amour et dans la vraie liberté au dessein de son Créateur et Sauveur, et de trouver doux le joug du Christ³¹.

b. Que les époux chrétiens, dociles à sa voix, se souviennent donc que leur vocation chrétienne, commencée au Baptême, s'est ensuite spécifiée et confirmée par le Sacrement du Mariage. Par lui, les époux sont affermis et comme consacrés pour accomplir fidèlement leurs devoirs, pour réaliser leur vocation jusqu'à la perfection et pour rendre chrétiennement le témoignage qui leur est propre en face du monde³². C'est à eux que le Seigneur confie la tâche de rendre visibles aux hommes la sainteté et la douceur de la loi qui unit l'amour mutuel des époux à leur coopération à l'amour de Dieu auteur de la vie humaine.

c. Nous n'entendons aucunement dissimuler les difficultés, parfois graves, qui sont inhérentes à la vie des époux chrétiens : pour eux, comme pour chacun, « étroite est la porte et resserrée est la voie qui conduit à la vie³³ ». Mais l'espérance de cette vie doit illuminer leur chemin, tandis qu'ils s'efforcent courageusement de vivre avec sagesse, justice et piété dans le temps présent³⁴, sachant que la figure de ce monde passe³⁵.

d. Que les époux affrontent donc les efforts nécessaires, soutenus par la foi et par l'espérance qui « ne trompe pas, car l'amour de Dieu a été répandu dans nos cœurs par l'Esprit Saint qui nous a été donné³⁶ ; qu'ils implorent par une persévérante prière l'aide divine ; qu'ils puisent surtout dans l'Eucharistie à la source de la grâce et de la charité. Et si le péché avait encore prise sur eux, qu'ils ne se découragent pas, mais qu'ils recourent avec une humble persévérance à la miséricorde de Dieu, qui est accordée dans le sacrement de la Pénitence. Ils pourront de cette façon réaliser la plénitude de la vie conjugale décrite par l'Apôtre : « Maris, aimez vos femmes

³¹ Cf. *Mt* 11, 30.

³² Cf. Const. pastorale *Gaudium et Spes*, n° 48 ; Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen Gentium*, n° 35.

³³ *Mt* 7,14. Cf. *He* 12, 11.

³⁴ Cf. *Tt* 2, 12.

³⁵ Cf. *1 Co* 7, 31.

³⁶ Cf. *Rm* 5, 5.

comme le Christ a aimé l'Église (...). Les maris doivent aimer leurs femmes comme leur propre corps. Aimer sa femme, n'est-ce pas s'aimer soi-même ? Or, personne n'a jamais haï sa propre chair ; il la nourrit, au contraire, et l'entretient, comme le Christ le fait pour son Église (...). Grand est ce mystère, je veux dire par rapport au Christ et à l'Eglise. Mais en ce qui vous concerne, que chacun aime son épouse comme lui-même et que l'épouse respecte son mari³⁷ ».

Apostolat entre foyers

26a. Parmi les fruits qui proviennent d'un généreux effort de fidélité à la loi divine, l'un des plus précieux est que les conjoints eux-mêmes éprouvent souvent le désir de communiquer à d'autres leur expérience. Ainsi vient s'insérer dans le vaste cadre de la vocation des laïcs une nouvelle et très remarquable forme de l'apostolat du semblable par le semblable : ce sont les foyers eux-mêmes qui se font apôtres et guides d'autres foyers. C'est là sans conteste, parmi tant de formes d'apostolat, une de celles qui apparaissent aujourd'hui les plus opportunes³⁸.

Aux médecins et au personnel sanitaire

27a. Nous avons en très haute estime les médecins et les membres du personnel sanitaire, qui, dans l'exercice de leur profession, ont à cœur, plus que tout intérêt humain, les exigences supérieures de leur vocation chrétienne. Qu'ils continuent à promouvoir en toute occasion les solutions inspirées par la foi et par la droite raison, et qu'ils s'efforcent d'en susciter la conviction et le respect dans leur milieu. Qu'ils considèrent aussi comme un devoir professionnel l'acquisition de toute la science nécessaire dans ce domaine délicat, afin de pouvoir donner aux époux qui les consultent les sages conseils et les saines directives que ceux-ci attendent d'eux à bon droit.

³⁷ Ep 5, 25, 28-29, 32-33.

³⁸ Cf. Const. docm. *Lumen Gentium*, n° 35 et 41 ; Const. pastorale *Gaudium et Spes*, nn° 48-49 ; Conc. Vat. II, Décret *Apostolicam Actuositatem*, n° 11.

Aux prêtres

28a. Chers Fils prêtres, qui êtes par vocation les conseillers et les guides spirituels des personnes et des foyers, Nous Nous tournons maintenant vers vous avec confiance. Votre première tâche, spécialement pour ceux qui enseignent la théologie morale, est d'exposer sans ambiguïté l'enseignement de l'Église sur le mariage. Soyez les premiers à donner, dans l'exercice de votre ministère, l'exemple d'un assentiment loyal, interne et externe, au Magistère de l'Église. Cet assentiment est dû, vous le savez, non pas tant à cause des motifs allégués que plutôt en raison de la lumière de l'Esprit-Saint, dont les Pasteurs de l'Église bénéficient à un titre particulier pour exposer la vérité³⁹. Vous savez aussi qu'il est de souveraine importance, pour la paix des consciences et pour l'unité du peuple chrétien, que dans le domaine de la morale comme dans celui du dogme, tous s'en tiennent au Magistère de l'Eglise et parlent un même langage. Aussi est-ce de toute Notre âme que Nous vous renouvelons l'appel angoissé du grand Apôtre Paul : « Je vous en conjure, frères, par le nom de Notre-Seigneur Jésus-Christ, ayez tous un même sentiment ; qu'il n'y ait point parmi vous de divisions, mais soyez tous unis dans le même esprit et dans la même pensée⁴⁰ ».

29a. Ne diminuer en rien la salutaire doctrine du Christ est une forme éminente de charité envers les âmes. Mais cela doit toujours être accompagné de la patience et de la bonté dont le Seigneur lui-même a donné l'exemple en traitant avec les hommes. Venu non pour juger, mais pour sauver⁴¹ il fut certes intransigeant avec le mal, mais miséricordieux envers les personnes. Au milieu de leurs difficultés, que les époux retrouvent toujours, dans la parole et dans le cœur du prêtre, l'écho de la voix et de l'amour du Rédempteur.

b. Parlez avec confiance, chers Fils, bien convaincus que l'Esprit de Dieu, en même temps qu'il assiste le Magistère dans l'exposition de la doctrine, éclaire intérieurement les cœurs des fidèles en les invitant à donner leur assentiment. Enseignez aux époux la voie nécessaire de la prière, préparez-les à recourir souvent et avec foi aux sacrements de l'eucharistie et de la pénitence, sans jamais se laisser décourager par leur faiblesse.

³⁹ Cf. Const. dogm. *Lumen Gentium*, n° 25.

⁴⁰ Cf. 1 Co 1, 10.

⁴¹ Cf. Jn 3, 17.

Aux Évêques

30a. Chers et Vénérables Frères dans l'Épiscopat, avec qui Nous partageons de plus près le souci du bien spirituel du Peuple de Dieu, c'est à vous que va Notre pensée respectueuse et affectueuse au terme de cette encyclique. A tous Nous adressons une pressante invitation. A la tête des prêtres, vos coopérateurs, et de vos fidèles, travaillez avec ardeur et sans relâche à la sauvegarde et à la sainteté du mariage, pour qu'il soit toujours davantage vécu dans toute sa plénitude humaine et chrétienne. Considérez cette mission comme l'une de vos plus urgentes responsabilités dans le temps présent. Elle comporte, comme vous le savez, une action pastorale concertée dans tous les domaines de l'activité humaine, économique, culturelle et sociale : seule, en effet, l'amélioration simultanée dans ces différents secteurs permettra de rendre non seulement tolérable, mais plus facile et plus joyeuse la vie des parents et des enfants au sein des familles, plus fraternelle et plus pacifique la vie en commun dans la société humaine, dans la fidélité au dessein de Dieu sur le monde.

Appel final

31a. Vénérables Frères, chers fils, et vous tous, hommes de bonne volonté, grande est l'œuvre d'éducation, de progrès et d'amour à laquelle Nous vous appelons, sur le fondement de l'enseignement de l'Église, dont le successeur de Pierre est, avec ses Frères dans l'Épiscopat, le dépositaire et l'interprète. Grande œuvre, en vérité, Nous en avons l'intime conviction, pour le monde comme pour l'Église, puisque l'homme ne peut trouver le vrai bonheur, auquel il aspire de tout son être, que dans le respect des lois inscrites par Dieu dans sa nature et qu'il doit observer avec intelligence et amour. Sur cette œuvre Nous invoquons, comme sur vous tous, et de façon spéciale sur les époux, l'abondance des grâces du Dieu de sainteté et de miséricorde, en gage desquelles Nous vous donnons Notre Bénédiction Apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, en la fête de l'Apôtre Saint Jacques, le 25 juillet de l'année 1968, de Notre Pontificat la sixième.⁴²

PAULUS PP. VI

⁴² Source : <www.vatican.va/holy_father/paul_vi/encyclicals/documents/hf_p-vi_enc_25071968_humanae-vitae_fr.html>.

Chapitre VI

Discours de Benoît XVI à propos de l'encyclique *Humanae vitae*

Le samedi 10 mai, le Pape Benoît XVI a reçu en audience les participants au Congrès International organisé par l'Université Pontificale du Latran à l'occasion du quarantième anniversaire de l'encyclique de Paul VI Humanae vitae et s'est adressé à eux. Ce discours a inspiré le titre de notre livre.

Vénérés frères dans l'épiscopat et dans le sacerdoce,
chers frères et sœurs,

C'est avec un plaisir particulier que je vous accueille au terme de vos travaux pendant lesquels vous vous êtes engagés à réfléchir sur un problème ancien et toujours nouveau tel que la responsabilité et le respect pour l'apparition de la vie humaine. Je salue en particulier Mgr Rino Fisichella, recteur magnifique de l'Université pontificale du Latran, qui a organisé ce Congrès international et je le remercie des paroles de salut qu'il a bien voulu m'adresser. Mon salut s'étend ensuite aux illustres relateurs, enseignants et à tous les participants, qui ont enrichi par leur contribution ces journées de travail intense. Votre contribution s'insère de manière efficace dans la plus vaste production qui, au cours des décennies, s'est développée sur ce thème si controversé et, toutefois, si décisif pour l'avenir de l'humanité.

Dans la Constitution *Gaudium et spes*, le Concile Vatican II s'adressait déjà aux hommes de science en les invitant à unir leurs efforts pour atteindre une unité du savoir et une certitude consolidée à propos des conditions qui peuvent favoriser une « saine régulation de la procréation humaine » (GS, n. 52). Mon prédécesseur de vénérée mémoire, le serviteur de Dieu Paul VI, le 25 juillet 1968, publiait la Lettre encyclique *Humanae vitae*. Ce document devint rapidement un signe de contradiction. Élaboré à la lumière d'une décision difficile, il constitue un geste significatif de courage en réaffirmant la continuité de la doctrine et de la tradition de l'Église. Ce texte, souvent mal compris et sujet à des équivoques, fit beaucoup discuter,

également parce qu'il se situait à l'aube d'une profonde contestation qui marqua la vie de générations entières. Quarante ans après sa publication, cet enseignement manifeste non seulement sa vérité de façon immuable, mais il révèle également la clairvoyance avec laquelle le problème fut affronté. De fait, l'amour conjugal fut décrit au sein d'un processus global qui ne s'arrête pas à la division entre l'âme et le corps et ne dépend pas du seul sentiment, souvent fugace et précaire, mais qui prend en charge l'unité de la personne et le partage total des époux qui, dans l'accueil réciproque, s'offrent eux-mêmes dans une promesse d'amour fidèle et exclusif qui naît d'un authentique choix de liberté. Comment un tel amour pourrait-il rester fermé au don de la vie ? La vie est toujours un don inestimable ; chaque fois que l'on assiste à son apparition nous percevons la puissance de l'action créatrice de Dieu qui a confiance en l'homme et, de cette manière, l'appelle à construire l'avenir avec la force de l'espérance.

Le magistère de l'Église ne peut pas s'exempter de réfléchir de manière toujours nouvelle et approfondie sur les principes fondamentaux qui concernent le mariage et la procréation. Ce qui était vrai hier, reste également vrai aujourd'hui. La vérité exprimée dans *Humanae vitae* ne change pas ; au contraire, précisément à la lumière des nouvelles découvertes scientifiques, son enseignement se fait plus actuel et incite à réfléchir sur la valeur intrinsèque qu'il possède. La parole clef pour entrer avec cohérence dans ses contenus demeure celle de l'amour. Comme je l'ai écrit dans ma première Encyclique *Deus caritas est* : « L'homme devient vraiment lui-même, quand le corps et l'âme se trouvent dans une profonde unité [...] Mais ce ne sont ni seulement l'esprit ou le corps qui aiment : c'est l'homme, la personne, qui aime comme créature unifiée, dont font partie le corps et l'âme » (n. 5). En l'absence de cette unité, la valeur de la personne se perd et l'on tombe dans le grave danger de considérer le corps comme un objet que l'on peut acheter ou vendre (cf. *ibid.*). Dans une culture soumise à la domination de l'avoir sur l'être, la vie humaine risque de perdre sa valeur. Si l'exercice de la sexualité se transforme en une drogue qui veut assujettir le conjoint à ses propres désirs et intérêts, sans respecter les temps de la personne aimée, alors ce que l'on doit défendre n'est plus seulement le véritable concept d'amour, mais en premier lieu la dignité de la personne elle-même. En tant que croyants nous ne pourrions jamais permettre que la domination de la technique puisse invalider la qualité de l'amour et le caractère sacré de la vie.

Ce n'est pas un hasard si Jésus, en parlant de l'amour humain, fait référence à ce qui est accompli par Dieu au début de la création (cf. *Mt* 19, 4-6). Son enseignement renvoie à l'acte gratuit avec lequel le Créateur a voulu non seulement exprimer la richesse de son amour, qui s'ouvre en se donnant à tous, mais également définir un paradigme en fonction duquel doit se décliner l'action de l'humanité. Dans la fécondité de l'amour conjugal, l'homme et la femme participent à l'acte créateur du Père et rendent évident qu'à l'origine de leur vie conjugale il y a un « oui » authentique qui est prononcé et réellement vécu dans la réciprocité, en restant toujours ouvert à la vie. Cette parole du Seigneur reste immuable avec sa profonde vérité et ne peut pas être effacée par les différentes théories qui, au fil des années, se sont succédé et parfois même contredites entre elles. La loi naturelle, qui est à la base de la reconnaissance de la véritable égalité entre les personnes et les peuples, mérite d'être reconnue comme la source de laquelle doit également s'inspirer la relation entre les époux dans leur responsabilité d'engendrer de nouveaux enfants. La transmission de la vie est inscrite dans la nature et ses lois demeurent comme une norme non écrite à laquelle tous doivent se référer. Toute tentative de détourner le regard de ce principe reste elle-même stérile et ne produit pas de fruit.

Il est urgent que nous redécouvrons une alliance qui a toujours été féconde, lorsqu'elle a été respectée ; celle-ci voit au premier plan la raison et l'amour. Un maître perspicace comme Guillaume de Saint-Thierry pouvait écrire des paroles que nous ressentons également profondément valables pour notre époque : « Si la raison instruit l'amour et l'amour illumine la raison, si la raison se convertit en amour et l'amour consent à se laisser retenir entre les limites de la raison, alors ceux-ci peuvent accomplir quelque chose de grand » (*Nature et grandeur de l'amour*, n. 21, 8). Quel est ce « quelque chose de grand » auquel nous pouvons assister ? C'est l'apparition de la responsabilité à l'égard de la vie, qui rend fécond le don que chacun fait de soi à l'autre. C'est le fruit d'un amour qui sait penser et choisir en pleine liberté, sans se laisser conditionner outre mesure par l'éventuel sacrifice demandé. C'est de là que naît le miracle de la vie dont les parents font l'expérience en eux-mêmes, en ressentant comme quelque chose d'extraordinaire ce qui s'accomplit en eux et à travers eux. Aucune technique mécanique ne peut remplacer l'acte d'amour que deux époux s'échangent comme signe d'un mystère plus grand qui les voit les acteurs et les co-participants de la création.

On assiste hélas toujours plus souvent à de tristes événements qui impliquent des adolescents, dont les réactions manifestent une connaissance incorrecte du mystère de la vie et des implications risquées de leurs gestes. L'urgence de la formation, à laquelle je fais souvent référence, voit dans le thème de la vie l'un de ses thèmes privilégiés. Je souhaite vraiment que l'on réserve notamment aux jeunes une attention toute particulière, afin qu'ils puissent apprendre le véritable sens de l'amour et se préparent pour cela avec une éducation adaptée à la sexualité, sans se laisser distraire par des messages éphémères qui empêchent d'atteindre l'essence de la vérité qui est en jeu. Fournir de fausses illusions dans le domaine de l'amour ou tromper sur les responsabilités authentiques que l'on est appelé à assumer avec l'exercice de la propre sexualité ne fait pas honneur à une société qui se réclame des principes de la liberté et de la démocratie. La liberté doit se conjuguer avec la vérité et la responsabilité avec la force du dévouement à l'autre et également avec le sacrifice ; sans ces composantes la communauté des hommes ne grandit pas et le risque de se refermer dans un cercle d'égoïsme asphyxiant demeure.

L'enseignement exprimé par l'Encyclique *Humanae vitae* n'est pas facile. Toutefois, il est conforme à la structure fondamentale avec laquelle la vie a toujours été transmise dès la création du monde, dans le respect de la nature et conformément à ses exigences. Le respect pour la vie humaine et la sauvegarde de la dignité de la personne nous imposent de ne rien laisser d'intenté pour qu'à tous puisse être communiquée l'authentique vérité de l'amour conjugal responsable dans une pleine adhésion à la loi inscrite dans le cœur de chaque personne. Avec ces sentiments, je vous donne à tous ma Bénédiction apostolique.¹

¹ Source : <<http://www.zenit.org/article-17972?l=french>>. © Copyright du texte original en italien : Librairie Editrice du Vatican. Traduction réalisée par Zenit.

Table des matières

| | |
|-----------------------------------|---|
| Ouvrages de Michel Schooyans..... | 2 |
|-----------------------------------|---|

Première partie Présentation de l'encyclique

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Chapitre I. Les enjeux de l'encyclique | 5 |
| <i>Le martyre du prophète.....</i> | 5 |
| <i>Un beau tollé</i> | 5 |
| <i>Le machisme conquérant</i> | 8 |
| <i>De la collégialité à la solitude</i> | 9 |
| <i>Les lumières de la raison.....</i> | 10 |
| <i>Un « sida de l'esprit ».....</i> | 12 |
| <i>Une adhésion raisonnable</i> | 13 |
| Chapitre II. L'encyclique illustrée par les faits : Le suicide démographique de l'Europe | 14 |
| <i>Présentation</i> | 14 |
| <i>De la chute de la fécondité au vieillissement.....</i> | 14 |
| <i>Les causes de cette chute</i> | 16 |
| <i>Conséquences de la chute de la fécondité</i> | 18 |
| Chapitre III. Que pouvons-nous faire ? | 23 |
| Chapitre IV. Documents : Récentes prises de conscience | 27 |

Deuxième partie Textes

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Chapitre V. L'encyclique <i>Humanae vitae</i> | 33 |
| Chapitre VI. Discours de Benoît XVI à propos de l'encyclique <i>Humanae vitae</i> | 53 |